



FINANCES ET DÉVELOPPEMENT

DÉCEMBRE 2017

Portrait de
David Autor p. 32

Espoirs déçus p. 36

Atteindre
les pauvres p. 48



Le Moyen-Orient en mutation

Table des matières



Plus que jamais le moment est venu de mettre en valeur le potentiel inexploité de la région

LE MOYEN-ORIENT EN MUTATION

4 L'heure est à l'action

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont l'occasion de mener les réformes qui s'imposent pour assurer leur prospérité au cours des décennies à venir
Jihad Azour

10 Point de vue : Espoirs naissants

Les soulèvements arabes ont sans doute enclenché un processus de transformation durable dans la région
Marwan Muasher

14 La voie à suivre

Les pays producteurs de pétrole doivent se centrer sur les moyens de diversifier leur économie
Rabah Arezki

18 Le coût des conflits

Les hostilités au Moyen-Orient font payer un lourd tribut aux économies de la région
Phil de Imus, Gaëlle Pierre et Björn Rother

23 Les promesses de la technologie

Les gouvernements du Moyen-Orient comptent sur les entrepreneurs du numérique pour stimuler la croissance économique et créer des emplois pour les jeunes
Campbell MacDiarmid

26 Bridées par les préjugés

L'augmentation du taux d'activité des femmes dans le monde arabe pourrait stimuler la croissance économique, mais elle se heurte à des obstacles profondément ancrés
Nazila Fathi

30 En première ligne : Comment vaincre les résistances

Ibrahim Saif explique pourquoi la réforme des subventions énergétiques passe par le consensus


48

AUSSI DANS CE NUMÉRO

36 Espoirs déçus

Passée la phase d'euphorie, la découverte de gisements pétroliers peut compromettre l'économie
James Cust et David Mihalyi

42 La finance mondiale se réinitialise

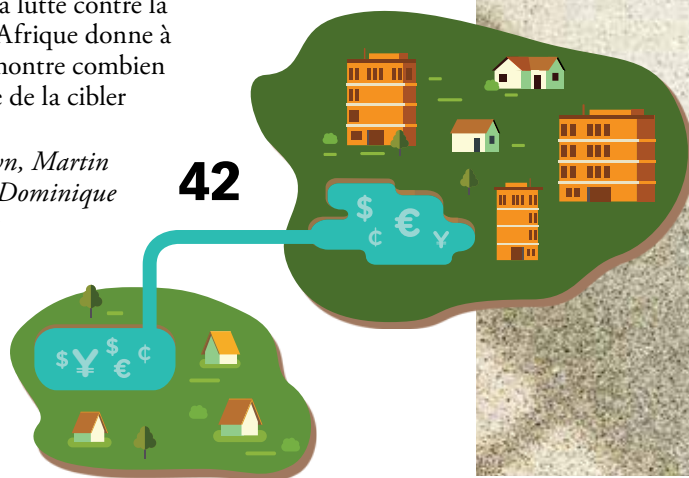
La contraction des flux transfrontaliers de capitaux est le signe d'un renforcement du système financier mondial

Susan Lund et Philipp Härle

48 Atteindre les pauvres

Le bilan de la lutte contre la pauvreté en Afrique donne à réfléchir et montre combien il est difficile de la cibler efficacement

Caitlin Brown, Martin Ravallion et Dominique van de Walle



RUBRIQUES

32 Paroles d'économistes

La maturité féconde

Chris Wellisz dresse le portrait de **David Autor**, cet économiste du MIT dont les travaux consacrés aux effets des importations sur le marché du travail américain ont ouvert de nouvelles pistes de réflexion

46 Pleins feux

Le thermomètre grimpe

Le changement climatique touche principalement les pays pauvres, qui sont le moins équipés pour y faire face
Maria Jovanović

53 Notes de lecture

Économie du bien commun, Jean Tirole

How Global Currencies Work: Past, Present, and Future, Barry Eichengreen, Arnaud Mehl et Livia Chițu

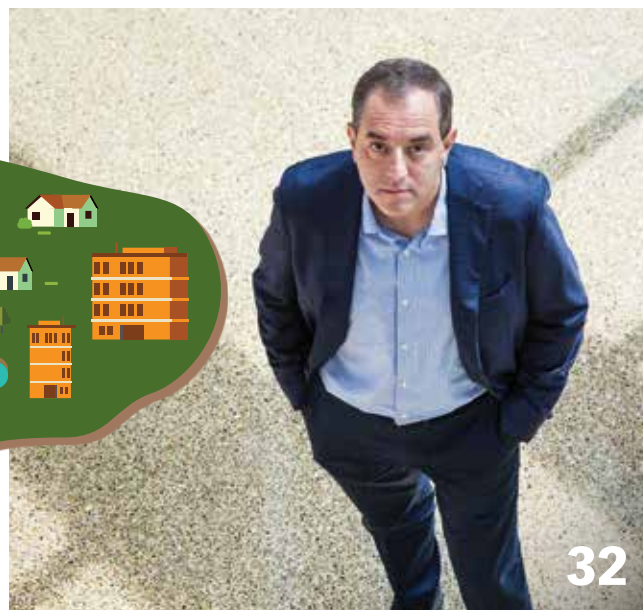
Straight Talk on Trade, Dani Rodrik

56 Histoires d'argent

Premières impressions

Le nouveau billet à l'effigie de Jane Austen ne fait pas l'unanimité

John Bishop


32



Tournants

LA PRÉSENTE ÉDITION DE F&D braque les projecteurs sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et dresse un bilan de la rapide transformation que connaît la région depuis les soulèvements de 2011. Nous passons ainsi en revue une période qui a porté les espoirs d'une vie meilleure pour des millions de personnes, mais qui a également plongé des populations entières dans une profonde détresse.

La chape de plomb qui a maintenu les sociétés arabes dans une apparente stabilité est désormais levée selon Marwan Muasher, du Carnegie Endowment for Peace. La véritable stabilité et la prospérité passent nécessairement par le renforcement des institutions, le partage du pouvoir et la croissance inclusive, en somme, par un nouveau contrat social entre les gouvernements et les administrés.

Les soulèvements étaient certes le fruit de revendications politiques, mais selon Jihad Azour, du FMI, ils trouvaient leur cause profonde dans les problèmes socioéconomiques restés sans solution. Sept ans plus tard, ces problèmes subsistent pour l'essentiel. Comptant une population dont 60 % a moins de 30 ans, la région doit créer plus d'emplois et de meilleurs débouchés pour assurer sa stabilité future. Elle doit pour cela passer résolument à l'action.

D'après les estimations, depuis 2011, les différents conflits régionaux ont tué un demi-million de personnes et ils ont provoqué d'énormes déplacements de populations, semant la dévastation. C'est ce que nous expliquent les économistes du FMI Phil de Imus, Gaëlle Pierre et Björn Rother. Par exemple, le PIB de la Syrie serait aujourd'hui moins de la moitié de ce qu'il était en 2010.

Pourtant, la région renferme un énorme potentiel. La technologie, et notamment les énergies propres, ouvrent des perspectives prometteuses de création d'emplois de qualité. Selon Rabah Arezki, de la Banque mondiale, le solaire et les autres énergies renouvelables peuvent compenser le risque lié aux ressources naturelles inexploitable. Campbell MacDiarmid nous rappelle que dans l'ensemble de la région, les gouvernements lancent des fonds technologiques et que certaines jeunes pousses se transforment en gros pourvoyeurs d'emplois. Enfin, les femmes représentent une autre source de croissance et nous commençons à peine à comprendre leur capacité à doper le PIB.

Plus que jamais le moment est venu de mettre en valeur le potentiel inexploité de la région : ses jeunes, ses femmes et son esprit d'entreprise. Le prix de l'inaction serait prohibitif. **FD**

CAMILLA LUND ANDERSEN, Rédactrice en chef



EN COUVERTURE

Le pétrole et le gaz jouent un rôle déterminant dans l'économie des pays du monde arabe, mais une ère nouvelle s'annonce. La couverture du présent numéro, réalisée par Michael Waraksa, dépeint le passé, le présent et l'avenir de la région. Un avenir de l'après-pétrole qui mettra en valeur le potentiel des jeunes, de la technologie et des énergies renouvelables.



RÉDACTRICE EN CHEF :

Camilla Lund Andersen

ÉDITRICE EN CHEF : Maureen Burke

RÉDACTEURS PRINCIPAUX :

Natalie Ramirez-Djumena Chris Wellisz
James L. Rowe, Jr.

RÉDACTEURS :

Bob Ahmed Bruce Edwards
Eszter Balázs Maria Jovanović

RÉDACTRICES EN LIGNE :

Marie Boursiquot Lijun Li

RESPONSABLE DE PRODUCTION :

Niccole Braynen-Kimani

CORRECTRICE :

Lucy Morales

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION :

Bernardin Akitoby	Rupa Duttagupta
Celine Allard	Thomas Helbling
Bas Bakker	Laura Kodres
Steven Barnett	Tommaso Mancini Griffoli
Nicoletta Batini	Gian Maria Milesi-Ferretti
Helge Berger	Inci Otker-Robe
Paul Cashin	Catriona Purfield
Adrienne Cheasty	Uma Ramakrishnan
Luis Cubeddu	Abdelhak Senhadji
Alfredo Cuevas	Alison Stuart

© 2017 Fonds monétaire international. Tous droits réservés.

Pour reproduire le contenu de ce numéro de F&D, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services
Finances & Développement
PO Box 92780
Washington, DC, 20090, USA
Téléphone : (202) 623-7430
Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC, 20090, USA. Periodicals postage is paid at Washington, DC, and at additional mailing offices.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition ISSN 0430-473X



FSC FPO

Fiscal Policies and Gender Equality

Lisa Kolovich, Editor

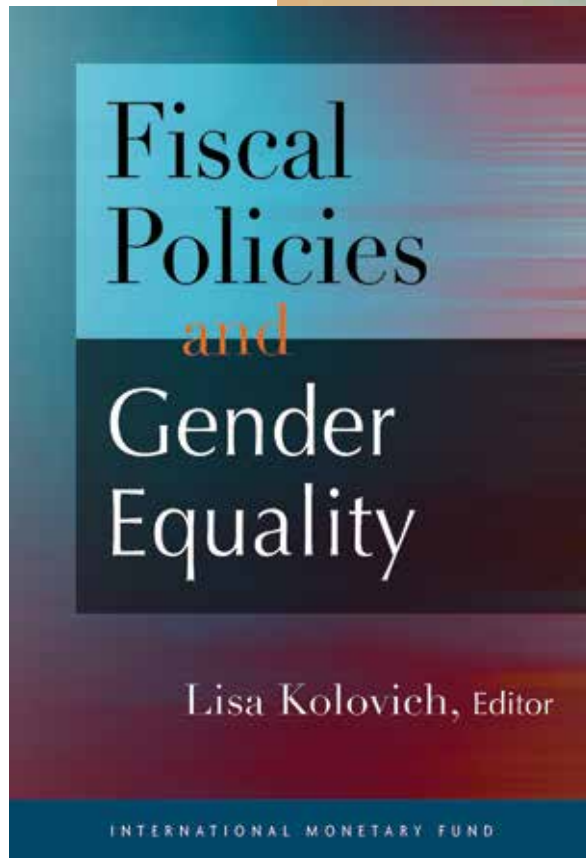
Historically, women around the world have had less opportunity than men in education, employment, and health care, and less political representation.

Although the gender gap is shrinking, progress remains uneven across many regions of the world. This book reviews a range of approaches to help whittle away at the barriers that prevent girls and women from achieving their full economic potential.

There are still many lessons to be learned in implementing the appropriate government policies and fiscal measures to continue promotion of women's development issues and gender equality.

For more information visit bookstore.imf.org/fd127
Fall 2017. Paperback ISBN 978-1-51359-036-3. \$25

To view additional publications on Gender and Economics, visit elibrary.imf.org/page/free



INTERNATIONAL MONETARY FUND



L'HEURE EST À L'ACTION

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont l'occasion de mener les réformes
qui s'imposent pour assurer leur prospérité au cours des décennies à venir

Jihad Azour



Les soulèvements de 2011 ont produit des changements sans précédent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Si les revendications politiques ont captivé l'attention mondiale, elles naissaient pour l'essentiel d'une problématique socioéconomique. Au Caire ou à Tunis, en réclamant «pain, dignité et justice sociale», les manifestants exprimaient haut et fort des aspirations largement partagées au respect des droits économiques fondamentaux et à une plus grande prospérité et égalité.

Près de sept ans plus tard, des progrès notables ont été réalisés en matière de réformes des finances publiques. Il reste pourtant beaucoup de chemin à parcourir pour réduire les disparités de répartition du revenu dans la plupart des pays de la région et les écarts de développement entre eux. La persistance de conflits régionaux, le repli des prix du pétrole et les errements de gouvernance ont plombé le processus. La croissance n'a pas été suffisante pour réduire sensiblement le chômage, qui atteint 25 % chez les jeunes.

Les pays de la région se retrouvent face à un choix radical entre désengagement à court terme

et poursuite résolue des réformes sur le long terme indispensables à leur prospérité économique. Si elle renonçait aux importants ajustements économiques nécessaires pour renforcer une croissance inclusive et moderniser l'État et le secteur privé, la région resterait au point mort, sans doute pendant plusieurs décennies. L'embellie de la conjoncture économique mondiale offre un terrain favorable à l'accélération des réformes.

Si les pays de la région ont entretenu une certaine stabilité macroéconomique, la croissance a été trop lente pour tenir le rythme de l'expansion démographique, ce qui s'est traduit par une hausse du chômage. La croissance économique affiche une moyenne annuelle de 3,6 % depuis 2011, soit un tiers de moins qu'au cours de la décennie précédente (graphique 1). Le taux de chômage global de 10 % se semble pas alarmant, mais les disparités entre pays sont importantes (de moins de 1 % au Qatar à plus de 18 % en Jordanie), et les femmes et les jeunes sont particulièrement touchés. Le *statu quo* ne ferait qu'empirer les choses. Selon les estimations du

FMI, si la croissance se maintient aux taux post-2011, le taux de chômage moyen pourrait dépasser les 14 % d'ici 2030.

Qui plus est, les conflits en Afghanistan, en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen ont eu des conséquences tragiques; ils se seraient soldés par un demi-million de victimes depuis 2011. La seule Syrie a vu 12 millions de ses ressortissants déplacés. Les répercussions économiques ont été dévastatrices : des foyers, des hôpitaux, des routes et des écoles ont été endommagés ou détruits, pour une facture estimée à quatre fois le PIB du pays avant le conflit. L'exode de réfugiés exerce des tensions considérables sur les budgets, l'infrastructure et les marchés du travail et du logement des pays d'accueil tels que le Liban et la Jordanie. Ces conflits ont aussi perturbé le commerce, le tourisme et l'investissement.

Quant aux pays exportateurs de pétrole, ils sont aux prises avec la chute des prix énergétiques qui s'est traduite par d'importants déficits budgétaires et un ralentissement de la croissance. En moyenne, les déficits se sont creusés jusqu'à plus de 10 % du PIB en 2016, et la dette publique a doublé depuis 2014 pour atteindre plus de 30 % du PIB. Ces

chiffres masquent toutefois des efforts conséquents de réduction des déficits. Le solde primaire hors pétrole, qui exclut l'impact des prix du pétrole et peut être considéré comme l'effort budgétaire consenti par les gouvernements, a progressé de plus de 12 points de pourcentage du PIB depuis 2014.

Les déficits budgétaires sont aussi restés élevés dans les pays importateurs de pétrole, même si ces derniers bénéficient de la chute des prix (graphique 2). En Égypte, en Jordanie et au Liban, les déficits dépassent 6 % du PIB en moyenne, et les niveaux d'endettement sont supérieurs à 90 % du PIB. Bien qu'ils soient parvenus à réduire suffisamment les déficits pour assurer la stabilité économique, ces pays doivent déployer davantage de ressources pour gérer les problèmes de développement et de société. La croissance devrait dépasser 4 % cette année grâce au renforcement de la consommation privée et des exportations.

Plans de développement

Conscients qu'ils doivent générer davantage d'emploi et une croissance plus solide, les dirigeants de la région ont intégré ces objectifs, ainsi que celui d'une plus grande inclusion, à leurs plans de développement. Exécutés correctement, ces plans seraient déterminants pour atteindre ces objectifs. Il sera particulièrement important de reconnaître l'égalité de droits aux femmes et de mieux les intégrer dans la population active. Les récentes initiatives, parmi lesquelles la décision d'autoriser les femmes à conduire en Arabie saoudite, vont dans le bon sens, mais il faut aller plus loin. Les politiques d'enseignement et du marché du travail seront capitales, sachant qu'environ 60 % de la population a moins de 30 ans. Avec des débouchés et un enseignement appropriés, les jeunes de la région pourraient générer une croissance économique sans précédent et produire un dividende démographique comparable à celui qui a propulsé les Tigres asiatiques il y a quelques décennies.

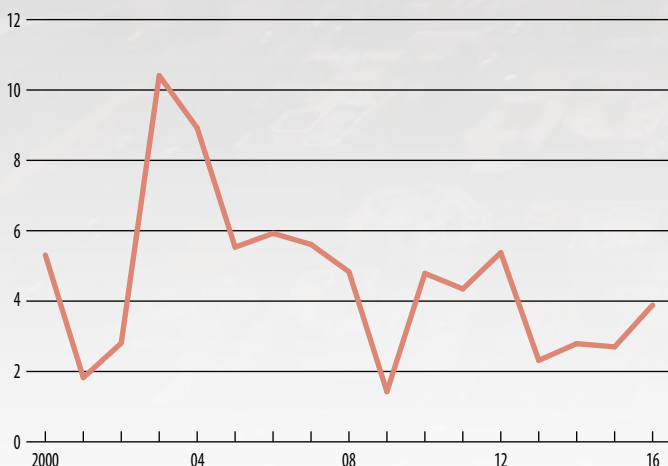
Les gouvernements s'efforcent de stimuler le commerce et l'investissement. De nombreux pays — de l'Arabie saoudite à la Jordanie — ont réduit les barrières commerciales. Le Maroc et la Tunisie se sont associés au Pacte du G-20 avec l'Afrique, qui vise à promouvoir l'investissement privé, ce qui devrait améliorer l'infrastructure. La Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont entrepris de diversifier leur tissu industriel, en soutenant les exportations et l'emploi. Ainsi, le Maroc a attiré des constructeurs automobiles, dont PSA Peugeot Citroën et le groupe

Graphique 1

Ralentissement de la croissance

Le rythme annuel de croissance depuis 2011 est inférieur d'un tiers à la moyenne de la décennie précédente.

(pourcentage de variation du PIB réel, pondéré par le PIB en parité de pouvoir d'achat)



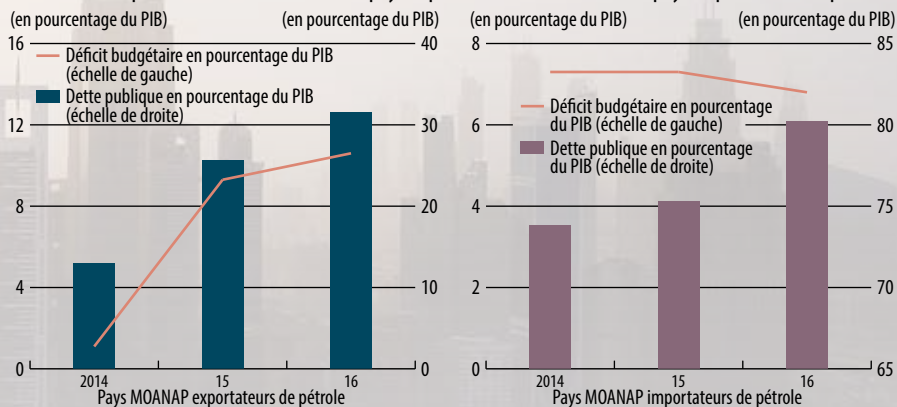
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les données concernent le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan.

Graphique 2

Une dette qui s'alourdit

L'endettement public est en hausse dans les pays exportateurs comme dans les pays importateurs de pétrole.



Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données concernent le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan (MOANAP).

Renault, grâce à une infrastructure de qualité, une alimentation électrique fiable et une main-d'œuvre qualifiée. Son secteur automobile vise ainsi à créer 90.000 emplois d'ici à 2020. Quel pourrait être l'effet sur la croissance d'un développement du commerce? Le FMI estime que, si la région égalait sa meilleure amélioration sur une année en termes d'ouverture, le rythme annuel moyen de la croissance économique augmenterait de 1 point de pourcentage sur les cinq prochaines années, par rapport aux 3,3 % de notre prévision de référence.

Création d'emploi

Les gouvernements accordent également la priorité à la création d'emploi. Ils entendent développer le secteur privé en offrant aux jeunes et aux femmes de meilleurs débouchés et un meilleur accès aux services financiers. Ils souhaitent aussi améliorer les services publics, la transparence et la responsabilité, et accroître les dépenses sociales et d'investissement tout en améliorant leur efficacité. Nombre de ces thèmes étaient déjà au centre des débats en 2014, lorsque les dirigeants de la région se sont réunis à l'occasion de la conférence d'Amman pour définir des politiques propres à stimuler l'emploi, la croissance et l'équité dans le monde arabe. Ils le sont toujours aujourd'hui, à l'heure où les populations demandent des changements plus rapides et plus profonds.

Les gouvernements s'efforcent de stimuler le commerce et l'investissement.

Heureusement, le rebond de la croissance mondiale et les innovations technologiques contribuent à créer un environnement propice aux réformes. Les fruits de ces réformes mettront longtemps à mûrir; aussi les dirigeants doivent-ils agir rapidement et saisir l'occasion de renforcer la stabilité économique et de promouvoir la croissance pour le bien de l'ensemble de la société.

Les gouvernements doivent élaborer et exécuter des programmes de croissance inclusive : des plans d'action à moyen terme offrant des solutions pratiques aux chantiers prioritaires et contribuant à rétablir la confiance des investisseurs et des citoyens. Cinq leviers joueront un rôle fondamental : une politique de finances publiques saine, l'inclusion financière, la réforme du marché du travail et de l'enseignement, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement du climat d'affaires. Cette approche permettra également aux gouvernements de repenser

leurs modèles de croissance et de mettre en œuvre des contrats sociaux plus équitables dans la durée, tout en préservant la stabilité macroéconomique. Il s'agit en premier lieu de promouvoir une vision qui mobilise les citoyens, puis de fixer des objectifs et une stratégie pour les atteindre.

Les réformes des finances publiques demeurent le principal levier pour promouvoir la croissance inclusive. Les pays moins endettés et disposant d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire peuvent réduire progressivement leurs déficits sans freiner par trop la croissance; les pays fortement déficitaires et endettés, tels que la Jordanie, le Liban et la Mauritanie, doivent intensifier leurs efforts de réduction du déficit.

Élargissement de l'assiette fiscale

L'un des moyens de réduire le déficit consiste à augmenter les recettes en élargissant l'assiette fiscale. La pression fiscale moyenne de la région est inférieure à 10 %, soit beaucoup moins que la moyenne de 18 % des marchés émergents. Réduire les exonérations, lutter contre la fraude fiscale et rendre l'impôt sur le revenu plus progressif contribueront à cet objectif, de même que l'allègement des masses salariales excessives de la fonction publique. Ces dernières représentent près de 10 % du PIB dans les six pays du Conseil de coopération du Golfe, contre 6 % en moyenne

dans les pays émergents et en développement dans leur ensemble. La réduction des disparités salariales entre le public et le privé contribuera à absorber les 27 millions de jeunes qui intégreront la population active dans les cinq prochaines années. Aujourd'hui, de nombreux jeunes diplômés choisissent de rester inactifs pendant de longues périodes, attendant que des postes bien payés dans le secteur public se libèrent.

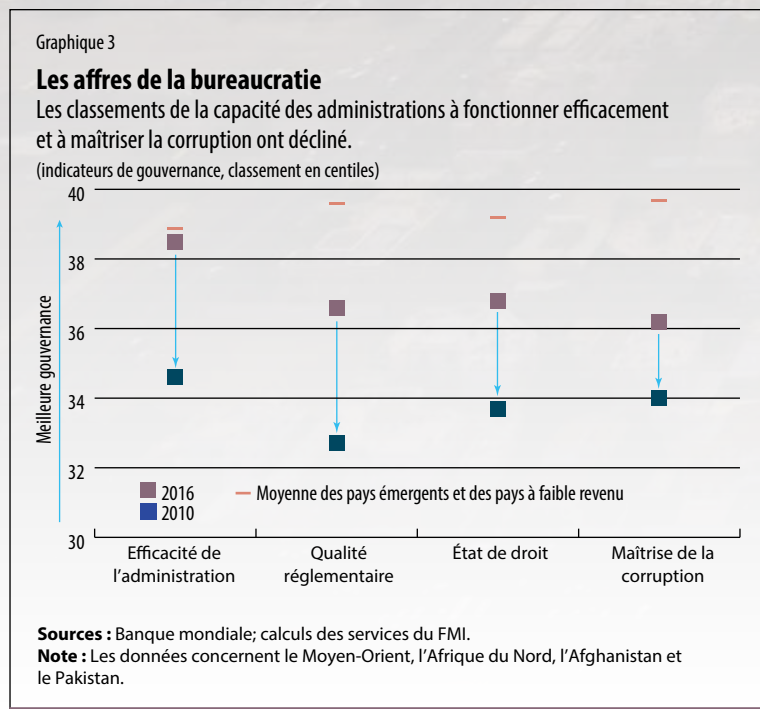
Certains pays ont déjà montré que les économies issues de ces mesures peuvent servir à accroître l'investissement et les dépenses dans des services sociaux fort nécessaires. Onze pays ont remplacé les subventions universelles aux combustibles fossiles par des transferts monétaires visant les plus défavorisés. C'est le cas de l'Égypte, qui a multiplié ces transferts par dix en deux ans, pour atteindre 1,7 million de ménages. Mais les progrès sont inégaux, et il faudra augmenter les dépenses sociales pour améliorer sensiblement la croissance et les niveaux de vie à moyen terme. L'accélération de cessions d'entreprises publiques y contribuera, au même titre que la bonne sélection et gestion des projets afin d'optimiser les rendements et d'améliorer la qualité de l'investissement public.

Un meilleur accès aux services financiers contribuera grandement à promouvoir l'activité du secteur privé. Environ deux tiers de la population ne dispose pas de compte bancaire. Quant aux prêts aux PME, ils sont parmi les plus bas du monde, à 2 % du PIB. Une comptabilité plus rigoureuse des entreprises contribuerait à améliorer l'accès aux financements, car les banques pourraient évaluer plus facilement le risque de crédit. Les marchés des capitaux doivent également être développés pour permettre aux entreprises de se financer plus aisément à partir du capital-actions et des obligations.

Exploiter la technologie

Sachant que 60 % de la population de la région utilise la téléphonie mobile, la technologie financière offre la possibilité d'ouvrir les services financiers à une clientèle plus large. Néanmoins, la plupart des pays de la région n'ont pas encore adopté de réformes permettant aux acteurs non bancaires de pénétrer dans cet espace. Les régulateurs devraient élaborer des dispositifs propices à l'innovation tout en protégeant les consommateurs et les données, et en luttant contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

De façon plus générale, la technologie peut stimuler la productivité et la croissance. La technologie



Les progrès seront limités si les femmes, qui représentent la moitié de la population, ne disposent pas des moyens de réussir.

verte, en particulier, est très prometteuse. Mais, si la technologie peut accroître l'efficacité des travailleurs et créer des emplois dans de nouveaux secteurs, elle peut aussi rendre certains métiers obsolètes. Les écarts en matière de revenu et d'emploi pourraient continuer à se creuser si les travailleurs concernés ne sont pas efficacement réintégrés.

Il est donc capital d'améliorer l'enseignement et la formation. Hormis dans certains pays, tels que l'Arabie saoudite, Bahreïn et l'Égypte, le contingent d'adultes en âge de travailler ayant suivi des études postsecondaires est bien inférieur à la moyenne mondiale de 17 %. Le système d'enseignement devrait davantage cibler les compétences exigées dans des secteurs tels que l'électronique, l'automobile, l'aéronautique et la *fintech*.

L'enseignement jouera également un rôle vital dans la promotion de l'égalité de genre. Le taux d'activité des femmes ne représente que le tiers de celui des hommes. Les politiques encourageant les femmes à travailler, comme des horaires souples et des services de garde d'enfants, contribuent à les intégrer davantage au marché de l'emploi formel et à stimuler la productivité et la croissance. Mais cela ne serait pas suffisant. Difficile en effet d'imaginer un avenir économique radieux pour la région sans de profonds changements dans les conceptions rigides des rôles liés à la position sociale et au genre. L'égalité d'accès aux services financiers, à la formation et à la technologie devrait constituer le socle de l'autonomisation des femmes afin qu'elles puissent être sur un pied d'égalité avec les hommes.

Forger la confiance

Avec le manque d'emplois, la corruption et l'inefficacité faisaient partie des sources de mécontentement populaire qui ont attisé les soulèvements. Outre qu'elle permettrait de remédier aux griefs sociaux, une meilleure gouvernance devrait aussi doper la confiance des entreprises et l'investissement. La plupart des pays de la région figurent toujours dans la deuxième moitié du classement des indices mondiaux mesurant la capacité des administrations à fonctionner efficacement et à maîtriser la corruption, et les classements se sont même détériorés ces

dernières années (graphique 3). Les gouvernements devraient fournir les ressources et l'autorité juridique pour améliorer la transparence et la gestion financière tout en luttant contre la corruption.

Les ravages causés par la guerre représentent l'épreuve la plus redoutable. Les réfugiés ont besoin de nourriture, de logement, d'enseignement et d'accompagnement pour trouver du travail. Or les pays d'accueil ne peuvent porter seuls ces fardeaux. Lorsque les conflits prennent fin, il faut mobiliser les ressources nécessaires à la reconstruction de l'infrastructure et des institutions, et à la réintégration des personnes déplacées dans le marché du travail. Les pays en situation de postconflit ont tendance à subir des accès de volatilité en matière de financement. Il faudra assurer une étroite coordination au niveau international pour assurer le soutien adéquat. Les financements officiels doivent prendre la forme de dons ou de conditions hautement concessionnelles, et ils doivent être complétés par des flux importants du secteur privé, via des dons et des envois de fonds.

La région se trouve indéniablement à un carrefour de son histoire moderne, et les conséquences pourraient être considérables pour la prospérité mondiale. Plus que jamais, les dirigeants doivent s'employer à mettre en valeur un vaste réservoir de talents inexploités. Les progrès seront limités si les femmes, qui représentent la moitié de la population, ne disposent pas des moyens de réussir. La transition ne sera donc pas viable sans une accélération des réformes, dont l'objectif premier doit être l'inclusion économique. La reprise mondiale offre une occasion exceptionnelle. Au retour de la paix dans la région, l'impact des réformes entreprises aujourd'hui sera démultiplié. Il convient donc d'agir dès maintenant pour relever la croissance et les niveaux de vie de façon durable et pour répondre aux aspirations de la région. L'inaction serait catastrophique, synonyme de stagnation économique, de hausse du chômage, de tensions sociales et de persistance des conflits. Le moment est venu de passer des objectifs à l'action. **FD**

JIHAD AZOUR Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Espoirs naissants

Les soulèvements arabes ont sans doute enclenché un processus de transformation durable dans la région

Marwan Muasher



PHOTO REPRODUITE AVEC L'AUTORISATION DU CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE

LES SOULÈVEMENTS ANTIGOUVERNEMENTAUX qui ont éclaté en Tunisie à la fin de 2010 et vite gagné la majeure partie du monde arabe n'ont manifestement pas conduit à l'instauration rapide de régimes démocratiques que beaucoup avaient espérée. Presque tous les pays concernés ont renoué avec la mauvaise gouvernance qui prévalait il y a près de sept ans et qui a nourri la révolte dans l'ensemble de la région.

En Libye, en Syrie et au Yémen, les manifestations de rue se sont révélées peu efficaces pour mettre en place des institutions étatiques, et ces pays restent en proie à des troubles civils et des conflits armés. En Égypte, les forces contre-révolutionnaires l'ont emporté dans l'instauration d'une stabilité provisoire, et souvent illusoire, qui n'a pas permis de remédier aux difficultés socioéconomiques de l'Égyptien moyen. Les États du Golfe ont résisté, au départ, à la vague de changement par des moyens financiers — bien que leurs ressources diminuent actuellement — sans permettre aux citoyens désireux de participer au processus de décision de faire utilement entendre leur voix.

En Jordanie et au Maroc, les gouvernements ont apaisé leurs administrés en adoptant des réformes ponctuelles sans effet voulu sur la structure du pouvoir tout en attisant les craintes de la population de voir les manifestations provoquer les mêmes effets que dans les pays voisins — Égypte et Libye pour les Marocains, et Égypte et Syrie pour les Jordaniens. Ils ont rétabli le statu quo ante sans s'attaquer fondamentalement aux problèmes pressants auxquels leur pays devait faire face.

Ce n'est qu'en Tunisie que les manifestations ont déclenché une nouvelle phase de construction étatique grâce à un processus d'accord consensuel, mené par la société, sur un nouveau contrat social.

Une transformation trop longtemps différée

Mais si ce qu'il est convenu d'appeler le Printemps arabe n'a pas réussi à bousculer le statu quo, il a peut-être enclenché, comme en Tunisie, un processus de transformation attendu de longue date. Celui-ci se déroulera sans aucun doute sur plusieurs décennies, mais s'il est bien géré, il pourra conduire à l'avènement de sociétés plus ouvertes et méritocratiques dans l'ensemble de la région.

En effet, l'aspiration à une meilleure gouvernance est toujours aussi vive. Les contrats sociaux qui régissent la majeure partie du monde arabe depuis des générations sont en train de se fissurer malgré la prévalence persistante des anciens régimes. Ces contrats, le plus souvent imposés par les autorités plutôt que le fruit d'accords consensuels entre groupes sociaux, reposaient sur les deux grands piliers de l'économie dite de rente. Le premier pilier était axé sur l'idée qu'il incombe aux États de fournir principalement des emplois, des services suffisants en matière de santé et d'éducation et des subventions pour les denrées essentielles — des largesses rendues possibles par les recettes pétrolières. En retour, les citoyens acceptaient le deuxième pilier, à savoir l'absence de participation significative à la gestion des affaires.

Ces contrats sociaux ont fonctionné sous une forme ou sous une autre tant que le premier volet du marché était bien respecté. Mais dès que les États sont devenus pléthoriques et n'ont plus été en mesure d'offrir des services et des privilèges suffisants tout en continuant d'insister sur une représentation moins que significative de leurs

administrés, les contrats se sont effondrés. Certains gouvernements ont essayé de s'attaquer aux seuls problèmes économiques, en imposant les réformes économiques nécessaires tout en continuant d'empêcher les réformes politiques et le développement d'un système de poids et contrepoids. Sans frein, la corruption s'est bien sûr envolée. La situation est devenue insupportable pour beaucoup, et la population est descendue dans la rue.

Les cours du pétrole, qui devraient continuer de baisser dans un avenir prévisible, vont précipiter la disparition de l'économie de rente, qui a prolongé l'existence d'États inefficaces pendant des décennies. Les pays producteurs de pétrole ne peuvent plus jouer le rôle d'États-providence pour leurs habitants, tandis que les pays importateurs de pétrole ne peuvent plus dépendre de dons accordés par les États producteurs de pétrole — ou des fonds envoyés par leurs ressortissants qui travaillent dans ces pays — pour financer des systèmes protecteurs. C'est à leurs risques et périls que pays producteurs et pays importateurs de pétrole tournent le dos à une transition vers des systèmes de méritocratie et des gouvernements redevables.

Cette transition pour sortir le monde arabe du bourbier dans lequel il se trouve semble aller de soi, mais elle est bien sûr plus facile à énoncer qu'à réaliser. Les décennies d'existence de l'économie de rente ont créé des mille-feuilles politiques de droits acquis dont les détenteurs n'ont guère intérêt à adopter des systèmes responsables et méritocratiques, susceptibles de leur faire perdre leur position et leurs privilèges. L'économie de rente a aussi engendré des bureaucraties inefficaces qui sont peu désireuses ou incapables de passer à des systèmes économiques plus productifs. Il est également difficile d'habiliter des pans entiers de la société — tributaires depuis longtemps des emplois, services et subventions fournis par l'État — à être autonomes et à concourir pour des emplois dans le secteur privé. Une volonté politique soutenue est indispensable à une transition politique et économique progressive vers l'instauration de sociétés stables et prospères — et cette volonté semble très largement faire défaut dans la région actuellement.

Le modèle tunisien

La Tunisie a toutefois montré que le changement n'est pas impossible. Mais au vu de ses particularités — classe moyenne importante, syndicat indépendant, succession de victoires pour les droits des femmes et opposition islamique modérée —, il y a probablement peu de chances que son expérience soit bientôt reproduite dans un autre pays arabe. La Tunisie a pris des mesures qui pourraient inspirer une société arabe cherchant à établir une nouvelle logique conduisant à la stabilité et à la sécurité. Les Tunisiens ont montré qu'il faut d'abord s'accorder sur un nouveau contrat social qui définisse et garantisse les

droits de toutes les composantes de la société, laïques et religieuses. La Tunisie est parvenue à un accord au prix de négociations et de compromis difficiles entre ces différents groupes plutôt qu'à la faveur d'une solution insoutenable imposée par les pouvoirs publics, la majorité ou une puissance étrangère, comme les États-Unis en Iraq.

La nouvelle constitution tunisienne défend les droits de toutes les composantes de la société, veille à ce qu'aucun groupe ne puisse imposer son mode de vie aux autres et adopte résolument le principe du transfert de pouvoir par des moyens pacifiques. Fruit des décennies de lutte menée par les femmes pour l'égalité des droits en Tunisie, cette constitution leur accorde l'égalité devant la loi beaucoup plus largement qu'aucune autre dans le monde arabe et ouvre la voie à l'instauration de l'égalité entre tous les

Une volonté politique soutenue est indispensable à une transition politique et économique progressive vers l'instauration de sociétés stables et prospères.

citoyens, indispensable au développement harmonieux de toute société. De façon non moins importante, la Tunisie a prouvé qu'islam et démocratie ne sont pas antinomiques et que laïcs et religieux peuvent admettre que le cadre régissant les affaires politiques est un document d'inspiration humaine et non divine.

La Tunisie est certes loin d'avoir atteint la stabilité ou la prospérité. Elle se heurte à de graves problèmes politiques, économiques et sécuritaires, mais elle s'y attaque dans un cadre solide, celui de la nouvelle constitution qui guide son action. C'est pourquoi le modèle tunisien est important et doit être soutenu par la communauté internationale — financièrement et techniquement. La réussite du modèle tunisien peut guider l'action des autres pays de la région s'ils décident de modifier leur discours actuel. Son échec aurait aussi des répercussions bien au-delà des frontières nationales.

Le passage d'un modèle d'économie de rente à un modèle fondé sur le mérite et la productivité doit s'effectuer progressivement. Les moteurs de la croissance doivent lentement se déplacer vers le secteur privé, qui devrait être le principal pourvoyeur d'emplois, l'État devant fournir les services d'éducation et de santé et réguler l'activité économique. Tous les citoyens doivent disposer des outils leur permettant d'être compétitifs grâce notamment à un système éducatif modernisé, ouvert et inclusif.

Tunisiens agitant des drapeaux lors d'un rassemblement organisé sur l'Avenue Habib Bourguiba à Tunis pour marquer le sixième anniversaire de la révolution de 2011.



Il faut rejeter l'idée que la réforme économique peut aboutir sans créer à la fois des institutions politiques et un système de poids et contrepoids. L'approche axée uniquement sur l'économie qui a été suivie pendant des décennies a échoué misérablement dans le monde arabe. Les nouveaux contrats sociaux doivent concilier les problématiques économiques et politiques pour amortir le choc des réformes économiques qui s'imposent. Il est indispensable de permettre aux citoyens de faire utilement entendre leur voix et de les inclure dans le processus de décision.

Fin de l'ère du pétrole

Ce processus douloureux est pratiquement inévitable, car l'ère pétrolière touche à sa fin dans le monde arabe. Et c'est là où le rôle des institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI devient délicat. En règle générale, leur mandat leur interdit pratiquement de

s'attaquer aux problèmes politiques, or se centrer exclusivement sur des réformes économiques lentes et progressives ne produit que peu de résultats positifs. Pour continuer de jouer un rôle pertinent dans cette phase de transformation du monde arabe, ces institutions doivent trouver de nouvelles façons d'aider les pays à réussir sur la voie du développement. Depuis quelques années, par exemple, le FMI et la Banque mondiale collaborent avec la société civile, s'intéressent aux moyens de lutter contre la corruption et encouragent de meilleurs systèmes éducatifs et sanitaires. Ils devront redoubler d'efforts lorsqu'ils s'engageront dans des programmes de réforme économique auprès des pays arabes.

Les soulèvements arabes ont montré qu'une conception moderne de la citoyenneté fait défaut dans la région. L'ancien paradigme selon lequel les citoyens étaient considérés comme des sujets incapables à intervenir utilement dans la gestion de leurs propres affaires doit être abandonné.



La notion d'égalité de tous les citoyens, quel que soit leur sexe, orientation politique, religion ou origine ethnique doit être inscrite dans tout nouveau contrat social. Ce n'est qu'en inculquant à tous ses citoyens la conviction qu'ils sont égaux en droit qu'une société peut leur permettre de réaliser pleinement leur potentiel. Beaucoup de pays arabes ont encouragé des formes restreintes de nationalisme renforçant la prééminence de certains groupes. Ils doivent plutôt s'efforcer de construire de fortes identités nationales éclipsant toute autre allégeance. La diversité culturelle, ethnique et religieuse du monde arabe doit être considérée comme une force plutôt que comme une faiblesse pour que ces sociétés évoluent harmonieusement.

Religion et laïcité

Les soulèvements ont relancé le débat dans le monde arabe sur la question de savoir si les nouveaux cadres

de gouvernance doivent être religieux ou laïques. L'apparition de groupes radicaux comme l'État islamique et d'autres acteurs non étatiques a incité des groupes islamiques plus modérés, tels que les Frères musulmans, à déclarer leur nette préférence pour un État «civique» pour éviter l'emploi du terme «laïque». La plupart des habitants de la région associent ce terme à l'athéisme et à une séparation totale du religieux et du politique. Les forces laïques et religieuses ont beau se déclarer en faveur d'un État civique, le diable se cache dans les détails. En dehors de la Tunisie, le débat reste très axé sur le principe d'un seul gagnant plutôt que sur la

La diversité culturelle, ethnique et religieuse du monde arabe doit être considérée comme une force plutôt que comme une faiblesse.

recherche d'un pluralisme assurant à tous les groupes le droit d'agir pacifiquement et empêchant l'un d'eux d'imposer ses préférences à tous les autres.

Pour que la région ait le moindre espoir d'établir des sociétés pluralistes, elle doit avant tout se consacrer sans tarder à réformer l'éducation. La réforme doit aller au-delà de mesures quantitatives, telles que l'installation d'ordinateurs ou la construction d'écoles, pour s'intéresser aux valeurs et aux compétences enseignées et aux méthodes utilisées. Une nouvelle logique doit être mise en place pour enseigner et encourager l'esprit critique, permettre la remise en question des enseignements et inciter les élèves à penser logiquement et à se montrer curieux. Les écoles doivent enseigner la valeur de la diversité et faire bien comprendre que la vérité n'est pas absolue, qu'il est très essentiel de tolérer la diversité d'opinions et que l'appréciation de points de vue différents est la clé de l'innovation et du renouveau. Il va sans dire que ces valeurs sont indispensables au pluralisme, à l'égalité des citoyens et à des États civiques.

Les soulèvements ont ôté la chape de plomb qui couvrait les sociétés arabes et qui les gardait artificiellement stables en dissimulant les défis réels que la région devait relever. Le seul cheminement possible pour atteindre la stabilité et la prospérité passe par un long et douloureux processus de renforcement des institutions et de partage du pouvoir ainsi que par une croissance plus inclusive. **FD**

MARWAN MUASHER est vice-président chargé des études au Carnegie Endowment for International Peace.

LA VOIE À SUIVRE

Les pays producteurs de pétrole doivent se centrer
sur les moyens de diversifier leur économie

Rabah Arezki

De nombreux pays riches en pétrole et en gaz, parmi lesquels figurent des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, comme l'Arabie saoudite et l'Algérie, ont annoncé ou adopté des mesures visant à réduire leur dépendance à l'égard de ces produits de base en diversifiant leur économie. L'effondrement des cours du brut — qui a débuté en 2014 (voir graphique) et devrait perdurer — a placé la diversification au cœur du débat sur les politiques à suivre.

Si beaucoup de pays exportateurs de combustibles fossiles comprennent la nécessité de la diversification, peu ont réussi à l'opérer. Les pays riches en pétrole ont toujours eu du mal à réduire leur dépendance à l'égard de l'or noir, notamment parce que le dirigisme de l'État n'a pas donné aux cadres ou aux autres agents économiques la confiance ou les incitations nécessaires pour développer de nouvelles idées, innover et prendre des risques. En effet, les structures d'incitation de nombreuses compagnies pétrolières nationales, y compris au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, n'ont pas toujours encouragé les salariés et les dirigeants à développer totalement leur potentiel et à s'adapter rapidement aux nouvelles technologies affectant leur secteur d'activité. Beaucoup d'entreprises d'État se lancent dans des projets en dehors de leur cœur de métier et de leurs compétences, innoveront peu et ont du mal à garder leurs meilleurs employés. Pire encore, plusieurs d'entre elles sont lourdement endettées alors qu'elles disposent d'importantes réserves de pétrole relativement peu coûteuses à exploiter.

Changement de perspective

Mais si les pays se focalisaient moins sur l'objectif final, la diversification, et davantage sur les moyens d'y parvenir — et donc sur le processus de transformation —, ils auraient peut-être moins de mal à diversifier leurs activités. Il leur faut réduire la place prédominante occupée par le secteur du pétrole et du gaz. Se centrer sur la transformation signifie suivre une démarche qui permette au secteur dominant d'avoir des retombées, voire un effet d'entraînement, sur les autres secteurs. Autrement dit, en encourageant la transformation, les pays chercheront à offrir à leurs cadres et agents économiques les incitations appropriées et à rendre attractives les nouvelles technologies et innovations des marchés énergétiques qui sont actuellement considérées avec hostilité. Les pays qui suivront cette approche risqueront moins de trébucher ou de résister au changement.

Les progrès technologiques observés sur les marchés de l'énergie peuvent renforcer la viabilité des économies tributaires des recettes pétrolières. Des

systèmes économiques plus souples et dotés de structures de gouvernance d'entreprise appropriées — permettant aux cadres et salariés d'épanouir leur potentiel — pourront plus facilement tirer parti des nouvelles technologies pour atténuer les risques liés aux perturbations éventuelles des marchés de l'énergie et même créer des opportunités. Les entreprises cotées en bourse ont en général mieux réussi que les entreprises publiques (ou même privées non cotées). Elles ont plus de chances de s'adapter au changement et de garder une longueur d'avance, car elles sont responsables devant leurs actionnaires.

Au niveau national, l'absence de responsabilisation de l'État et la nature publique du secteur pétrolier ont exposé les pays concernés à un risque considérable. Le secteur pétrolier résiste dans l'ensemble aux changements technologiques liés à la production et à

Beaucoup d'entreprises d'État se lancent dans des projets en dehors de leur cœur de métier et de leurs compétences.

l'utilisation d'énergie et pouvant avoir de profondes retombées sur les marchés énergétiques.

La fracturation hydraulique et le forage horizontal nous offrent un exemple sur le plan de la production. Leur utilisation combinée a nettement simplifié la production de pétrole de schiste, ce qui a changé la dynamique du marché. Le pétrole de schiste, dont la production peut être interrompue et relancée beaucoup plus vite et à moindres frais que celle des forages classiques, conduira tôt ou tard à une compression et limitation des cycles des cours du pétrole, à mesure que la production s'accélénera avec la montée des prix et ralentira avec leur baisse. Le rapide accroissement de la production de pétrole de schiste — passée à 5 millions de barils par jour sur un marché mondial de 94 millions de barils — a aussi probablement contribué à la surabondance de l'offre qui a provoqué l'effondrement des cours du pétrole.

Citons un autre exemple qui lui concerne l'évolution de l'utilisation d'énergie. Le développement des voitures hybrides et électriques va rendre le secteur des transports et celui de l'électricité de plus en plus tributaires l'un de l'autre et réduire le rôle joué par les produits pétroliers. C'est une mauvaise nouvelle pour le pétrole, qui a surtout été utilisé pour les transports, sous forme d'essence,

de diesel et de kérosène. L'évolution technologique va aussi stimuler la concurrence d'autres sources d'énergie, comme le gaz naturel et, à terme, les énergies renouvelables, dont celles d'origine solaire ou éolienne. Les changements sont, bien sûr, liés au niveau des prix de l'énergie ou, plus généralement, au besoin d'innover, notamment quand la sécurité des approvisionnements est compromise, comme ce fut le cas pendant la crise pétrolière des années 70.

La théorie dite du «pic pétrolier», élaborée au milieu des années 50, postule que la production pétrolière mondiale, limitée par la réalité géologique et les techniques d'extraction, culminerait aux alentours de 2020. Pendant des années, cette prophétie semblait réaliste. Mais la révolution du pétrole de schiste s'est amorcée au moment où la production était censée approcher de son point culminant. Cette révolution et la montée en flèche de l'offre qu'elle a provoquée peuvent être considérées à plusieurs égards comme une réaction de l'offre au niveau élevé des cours pendant les années 2000 sous l'effet de l'expansion économique chinoise et de l'accroissement du marché pétrolier qui en est résulté. L'idée très pessimiste d'une limitation de l'offre par des facteurs géologiques sur laquelle reposait la théorie du pic pétrolier a ainsi été directement remise en question.

Il est toutefois difficile de déterminer dans quelle mesure la baisse des cours issue de la révolution du pétrole de schiste va retarder le recul des produits pétroliers dans le secteur des transports. Les constructeurs automobiles ont en effet tendance, semble-t-il, à introduire davantage de technologies «propres» quand les prix des carburants augmentent.

Actifs inexploitable

Il est important de comprendre le rôle de l'évolution technologique sur les marchés de l'énergie, car il détermine dans une large mesure le sort du pétrole et celui des pays et des entreprises qui en sont tributaires.

La transition vers les énergies sans carbone ou à plus faible teneur en carbone (comme les énergies renouvelables) est un objectif important de l'effort entrepris pour limiter le réchauffement planétaire et peut porter atteinte aux pays riches en pétrole. Face à la chute de la demande de combustibles à forte teneur en carbone, comme le pétrole, il ne sera pas rentable pour ces pays d'exploiter leurs réserves; celles-ci deviendront ainsi des actifs «inexploitables».

L'accord historique conclu à Paris en 2015 pour limiter la hausse de la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius accentue le repli des combustibles fossiles favorisé par l'évolution des technologies de production et d'utilisation de l'énergie (énergies renouvelables et voitures électriques et hybrides). Selon certaines données, un tiers des réserves de pétrole, la moitié de celles de gaz et 80 % de celles de charbon ne seront jamais exploitées si les objectifs de l'accord sont atteints (voir l'article «Richesses inexploitable» dans l'édition de *F&D* de mars 2017). Les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient feront partie des pays gravement touchés. Pour que le monde puisse atteindre son objectif de réchauffement planétaire, il faudra renoncer à brûler quelque 260 milliards de barils de pétrole. En outre, tous les biens d'équipement servant à l'exploration et à l'exploitation des réserves pétrolières risquent aussi de perdre leur utilité.

De plus, le volume des richesses potentiellement inexploitable continue d'augmenter. Les énormes gisements de pétrole et de gaz découverts récemment (Égypte, Israël, Liban) allongent la liste des pays dont les réserves pétrolières et gazières risquent de n'être jamais mises en valeur. Étant donné le nombre de pays exposés à ce risque, il est urgent que les gouvernements et les entreprises s'attellent à la diversification pour l'atténuer et aider à y faire face.

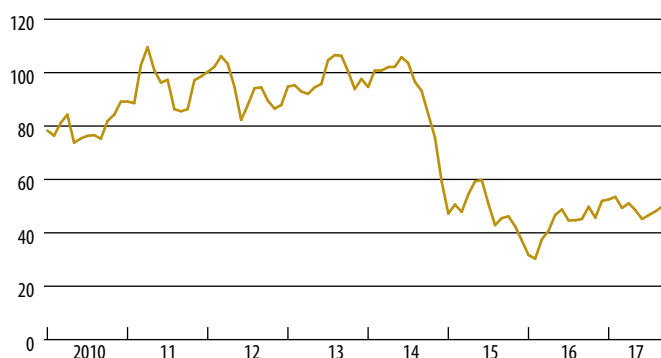
Réduction de la teneur en carbone

La réduction de la teneur en carbone des sources d'énergie profitera à tout effort de diversification en donnant aux pays la possibilité de mobiliser le potentiel offert par des ressources renouvelables encore assez peu exploitées. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) dispose non seulement de vastes réserves de pétrole, mais aussi de ressources renouvelables en grande partie inutilisées. Le soleil fournit en effet toutes les six heures aux régions désertiques plus d'énergie que la planète n'en consomme

Glissement

La baisse des cours du pétrole, amorcée en 2014, devrait conduire à un affaiblissement durable.

(cours du pétrole en dollars par baril)



Source : Agence d'information des États-Unis sur l'énergie (EIA).

Note : Le graphique repose sur le prix du pétrole brut WTI (West Texas Intermediate), qui est généralement utilisé comme référence.

en un an, d'après DESERTEC, initiative qui vise à exploiter le potentiel énergétique durable des régions qui disposent d'abondantes sources d'énergie renouvelables. Des études réalisées par le Centre allemand pour l'aéronautique et l'aérospatiale ont démontré que l'énergie solaire reçue par le Sahara pourrait facilement satisfaire la demande croissante d'énergie de la région MOAN tout en alimentant partiellement l'Europe en électricité.

Le solaire et les autres sources d'énergie renouvelable offrent aux pays de la région la possibilité de compenser le risque de ne pas pouvoir exploiter leurs réserves de pétrole et de gaz. C'est en effet dans cette région, ainsi que dans certaines parties de l'Asie et des États-Unis, que le rayonnement solaire est le plus intense, d'après la NASA.

Ces ressources peuvent aider à répondre à la montée en flèche de la demande d'électricité observée dans la région MOAN en raison de l'expansion démographique. Mais, pour exploiter les énergies renou-

pays et les entreprises tributaires du pétrole ou du gaz et des recettes qu'ils produisent doivent élaborer des politiques pour faire face aux risques et exploiter les possibilités qu'offre la transformation.

Des facteurs institutionnels, comme le gouvernement d'entreprise, les régimes juridiques, la contestabilité des marchés (absence d'obstacles à l'entrée et à la sortie) et les dépenses clientélistes effectuées dans les entreprises publiques affectent la réaction à l'innovation et l'ouverture aux idées nouvelles et, donc, le processus de transformation dans les pays riches en pétrole. Les fonctions publiques pléthoriques financées par les recettes pétrolières ont, par exemple, étouffé l'élan en faveur de l'innovation. Les politiques économiques qui feraient abstraction de la nécessaire évolution des comportements ont peu de chances de faire avancer les programmes de transformation dans les pays riches en pétrole.

L'Arabie saoudite — le premier producteur régional, voire mondial, de pétrole — semble consciente de la

Les fonctions publiques pléthoriques financées par les recettes pétrolières ont, par exemple, étouffé l'élan en faveur de l'innovation.

lables, la région a besoin de meilleures infrastructures, d'une main-d'œuvre mieux formée, d'États forts et d'incitations appropriées pour que les cadres et les entreprises adoptent les technologies de pointe. Plusieurs pays ont déjà lancé d'ambitieux projets de développement des énergies renouvelables. Les Émirats arabes unis visent, par exemple, à ce que celles-ci couvrent 24 % de leur consommation d'énergie d'ici 2021. Le Maroc a engagé la première phase de la construction, dans le Sahara, d'une énorme centrale solaire qui, avec une capacité combinée attendue de 2 gigawatts en 2020, sera le plus grand site mondial de production d'électricité d'origine solaire.

Un besoin urgent

La baisse des cours du pétrole et du gaz risque de faire de la transformation une nécessité. Il est courant de dire que la nécessité est la mère de l'invention. Cet adage semble avoir une résonance particulière pour les pays riches en pétrole de la région MOAN ébranlés par la baisse des cours et conscients de la nécessité de développer une économie capable de s'adapter à l'évolution des marchés énergétiques. Dubaï, par exemple, est devenue une plaque tournante du commerce international face à la perspective de l'épuisement de ses réserves pétrolières. Les

nécessité d'adjoindre des recettes non pétrolières à sa source ancienne de richesse. Dans le cadre de son ambitieux programme de transformation économique, elle a annoncé l'ouverture de 5 % du capital d'ARAMCO, la compagnie pétrolière nationale. Elle semble ainsi vouloir emboîter le pas aux compagnies pétrolières occidentales, comme Exxon, qui ont diversifié leur cœur de métier pour devenir des entreprises non plus uniquement pétrolières mais énergétiques.

En se centrant par trop sur l'objectif final de la diversification, les pays de la région MOAN ont pendant trop longtemps perdu de vue le bon enchaînement du processus pour y parvenir. Les politiques de transformation doivent renoncer aux approches descendantes qui sélectionnent les secteurs à développer et viser plutôt à créer un environnement propice à la contestabilité des marchés et offrant aux cadres et aux jeunes entrepreneurs férus de technologie des incitations appropriées pour faire en sorte que les entreprises et, à terme, l'ensemble de l'économie réalisent leur potentiel. **FD**

RABAH AREZKI, ancien chef de l'Unité des matières premières du Département des études du FMI, est le nouvel économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

LE COÛT DES **conflits**

Les hostilités au Moyen-Orient font payer un lourd tribut aux économies de la région

Phil de Imus, Gaëlle Pierre et Björn Rother



PHOTO: ISTOCK / CARILLET



*Atmeb, Syrie, le 14 janvier 2013 :
Deux fillettes syriennes lavent des
vêtements devant leur tente dans
un camp de déplacés.*

Aucun endroit au monde n'a été aussi fréquemment ou violemment secoué par des conflits que l'ont été le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au cours des 50 dernières années. Les pays de cette région ont été le théâtre d'hostilités sous une forme ou sous une autre, tous les trois ans, en moyenne. Aujourd'hui, il ne se passe guère de jour sans que les médias rapportent la violence, la souffrance et la destruction qui frappent des pays comme l'Iraq, la Syrie et le Yémen.

Ces conflits sont très coûteux sur les plans économique et humain tant pour les pays directement concernés que pour leurs voisins. La Libye, la Syrie et le Yémen ont subi un profond déclin économique accompagné de fortes poussées d'inflation entre 2010 et 2016. L'économie de l'Iraq est fragilisée par les hostilités avec l'État islamique et la chute des cours du pétrole depuis 2014. Les affrontements ont aussi rejailli sur d'autres pays où ils ont créé des problèmes qui risquent de perdurer, comme les tensions économiques liées à l'accueil de réfugiés. Les violents conflits ont aggravé la situation d'une région qui

l'espérance de vie estimée est tombée de 76 ans avant le conflit à 56 ans en 2014. Depuis, la situation n'a fait que se détériorer.

Deuxièmement, *le capital physique et les infrastructures sont endommagés ou détruits*. Les logements, immeubles, routes, ponts, écoles et hôpitaux ont été durement touchés, au même titre que les infrastructures d'eau, d'électricité et d'assainissement. Dans certains cas, des structures urbaines ont été pratiquement anéanties. De plus, les infrastructures liées à d'importants secteurs comme l'exploitation pétrolière, l'agriculture et la transformation, ont été fortement détériorées, portant ainsi gravement atteinte à la croissance, aux recettes budgétaires, au produit des exportations et aux réserves de change. En Syrie, plus d'un quart du parc de logements a été détruit ou endommagé, tandis qu'au Yémen, les dommages causés aux infrastructures ont aggravé la sécheresse et contribué à une grave insécurité alimentaire et sanitaire. Le secteur agricole du pays, qui employait plus de la moitié de la population, a été durement touché et la production céréalière a chuté de

Les pays restent souvent fragiles même une fois passé le pire de la violence.

accusait déjà des déficiences structurelles, un manque d'investissements et, plus récemment, les effets de la chute des cours du pétrole, qui a fortement touché les pays producteurs.

Conséquences des conflits

Les conséquences économiques des conflits se manifestent principalement de quatre manières différentes.

Premièrement, *le nombre de morts, de blessés et de déplacés amoindrit gravement le capital humain*. Bien que ces chiffres soient difficiles à vérifier, les conflits de la région auraient tué près d'un demi-million de civils et de combattants depuis 2011. En outre, à la fin de 2016, près de la moitié des personnes déplacées de force dénombrées dans le monde étaient originaires de la région : 10 millions de réfugiés et 20 millions de déplacés internes ont dû abandonner leur foyer. La Syrie est le pays de la région qui compte le plus de personnes déplacées (près de 12 millions).

Les conflits réduisent aussi le capital humain en propageant la pauvreté. Celle-ci a tendance à augmenter dans les pays en guerre, même en dehors des régions directement touchées par la violence, car l'emploi diminue. La qualité de l'éducation et des soins de santé se dégrade, et le problème s'aggrave avec la durée des hostilités. La Syrie en donne une illustration frappante. Le chômage y est passé de 8,4 % en 2010 à plus de 50 % en 2013, les taux d'abandon de scolarité ont atteint 52 % et

37 % en 2016 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (UNOCHA, 2017).

Troisièmement, *l'organisation et les institutions économiques sont endommagées*. La dégradation de la gouvernance économique a été particulièrement marquée là où la qualité des institutions était déjà insuffisante avant l'éclatement de la violence, comme en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen. Cela s'est traduit par une réduction de la connectivité, un accroissement du coût des transports et des perturbations dans les chaînes et réseaux d'approvisionnement. La corruption peut en outre gagner les institutions à mesure que les belligérants s'efforcent de contrôler l'activité politique et économique. Par exemple, les dépenses et les crédits budgétaires peuvent être réorientés vers les partisans de ceux qui détiennent le pouvoir. D'une manière plus générale, beaucoup d'institutions économiques essentielles — banques centrales, ministères des finances, administrations fiscales et tribunaux de commerce — perdent de leur efficacité, car elles n'arrivent plus dans les endroits les plus reculés des pays. La Banque mondiale estime que les effets perturbateurs sur l'organisation économique ont été environ 20 fois plus coûteux que la destruction de capital pendant les six premières années du conflit syrien (Banque mondiale, 2017).

Enfin, *la stabilité de la région et son développement à plus long terme sont menacés par l'impact des conflits sur la confiance et la cohésion sociale*. Les conflits au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont accru l'insécurité et ébranlé la confiance, ce dont témoignent la baisse des investissements étrangers et nationaux, la détérioration du secteur financier, l'augmentation des dépenses de sécurité et le recul du tourisme et des échanges commerciaux. La confiance sociale s'est aussi affaiblie, nuisant ainsi aux transactions économiques et à la vie politique.

Effets directs et indirects

Les dégâts macroéconomiques peuvent être considérables. Par exemple, en 2016, le PIB syrien aurait chuté de plus de 50 % par rapport à 2010, avant le déclenchement des hostilités (Gobat et Kostial, 2016). Dans le cas du Yémen, cette perte aurait été de 25 à 35 % pour la seule année 2015, tandis qu'en Libye, où la croissance du PIB fluctue fortement du fait de la dépendance à l'égard du pétrole, le PIB a chuté de 24 % en 2014 quand la violence s'est intensifiée. La Cisjordanie et Gaza donnent une idée des conséquences à long terme pour la croissance dans un contexte fragile : leur situation économique a pratiquement stagné pendant les 20 dernières années alors que d'autres pays de la région affichaient un taux de croissance moyen de près de 250 % (Banque mondiale, 2015).

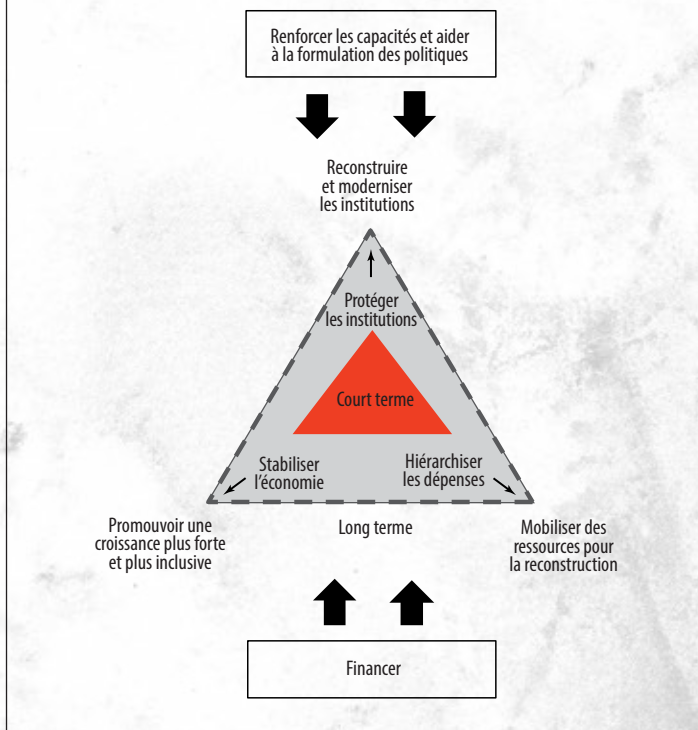
Ces conflits ont en outre attisé l'inflation et provoqué des tensions sur les taux de change. En Iraq, le taux d'inflation a culminé à plus de 30 % au milieu de la première décennie 2000; en Libye et au Yémen, il a dépassé 15 % en 2011 suite à l'effet conjugué de l'effondrement de l'offre de biens et services essentiels et de l'important recours au financement monétaire du budget. La Syrie offre un exemple encore plus extrême, avec une hausse des prix à la consommation atteignant quelque 600 % entre 2010 et la fin 2016. Une dynamique inflationniste de ce type s'accompagne généralement de fortes tensions baissières sur les monnaies locales auxquelles les autorités peuvent essayer de résister en intervenant massivement sur les marchés et régulant les flux transnationaux. Ces forces ont manifestement été à l'œuvre en Syrie : la livre syrienne qui flottait librement en 2013, s'échange officiellement à environ un dixième de la valeur qu'elle atteignait par rapport au dollar avant la guerre.

Les pays voisins qui accueillent des réfugiés souffrent également sur le plan économique. Parmi les pays les plus directement touchés figurent notamment la Turquie, qui a accueilli 3 millions de personnes, soit environ 4 % de sa population en 2016; le Liban qui a ouvert ses portes à environ 1 million de personnes, soit l'équivalent plus ou moins de 17 % de sa population; et la Jordanie, où 690.000 personnes, soit 7 % de sa population, ont trouvé refuge (UNHCR, 2017).

Pour ces pays d'accueil qui se heurtaient déjà à des difficultés économiques, l'afflux de réfugiés exerce d'autres

Limiter l'impact

Les pays devraient s'efforcer de stabiliser l'économie pendant qu'un conflit fait rage, puis s'attaquer à la reconstruction et à la promotion d'une croissance inclusive une fois que la violence s'apaise.



tensions sur le budget, l'offre alimentaire, les infrastructures, le parc de logements et les soins de santé. Dans les pays limitrophes de zones du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en proie à un conflit intense, la croissance annuelle moyenne du PIB a diminué de 1,9 point, et se situe à un niveau trop faible pour offrir suffisamment d'emplois à une population grandissante. En Jordanie, par exemple, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel est tombé de 5,8 % entre 2007 et 2010 à 2,6 % entre 2011 et 2016.

Les effets d'un afflux massif de réfugiés peuvent se faire sentir dans l'ensemble de l'économie. Il ressort de l'expérience libanaise que les niveaux de salaires et le taux d'activité de la population locale, surtout dans le cas des femmes et des jeunes, ont chuté sous l'effet conjugué du grand nombre d'emplois informels occupés par des réfugiés et de la faiblesse de l'activité économique. En Jordanie, l'accroissement de la demande de logements a provoqué, entre 2012 et 2014, une hausse des loyers de 68 % dans le gouvernorat de Mafrqa (au nord-est du pays, près de la frontière avec la Syrie), contre une hausse de 6 % à Amman.

Divers objectifs à atteindre

Les institutions et les politiques macroéconomiques ont un rôle important à jouer pour atténuer l'impact des conflits, même pendant qu'ils font rage, à la fois pour alléger les conséquences immédiates et pour améliorer les perspectives économiques à long terme (voir graphique).

Les gouvernements devraient se centrer sur trois priorités pendant les conflits :

- **Faire en sorte que les institutions économiques et sociales ne deviennent pas inopérantes et corrompues.** Cela peut contribuer à limiter la progression de la pauvreté et soutenir les services d'importance vitale. Les perturbations du fonctionnement des banques centrales pourraient, par exemple, porter atteinte aux systèmes de paiement qui sont essentiels pour rémunérer les fonctionnaires et gérer les réserves de change permettant de payer les importations indispensables. Un exemple encourageant à cet égard nous est offert par l'Autorité monétaire palestinienne et sa planification de la continuité des activités qui a permis d'assurer la bonne marche du système de paiement et de préserver la solidité du cadre macroprudentiel pendant les périodes de fortes tensions, comme en 2014 à Gaza.
- **Privilégier les dépenses publiques visant à protéger les vies humaines, limiter le creusement des déficits budgétaires et, dans la mesure du possible, contribuer à préserver le potentiel de croissance économique.** Cette action vise directement la problématique de la dégradation du capital physique et humain. Le maintien d'une certaine discipline budgétaire peut alléger la tâche de l'État quand la violence s'estompe. En Iraq, par exemple, les autorités sont en train d'élaborer avec la Banque mondiale et d'autres acteurs des plans visant à focaliser l'investissement public sur les régions reprises à l'État islamique après de violents combats en vue de parvenir rapidement à améliorer les services publics, rétablir la cohésion sociale et jeter les bases de la croissance. En Afghanistan, le nouveau gouvernement a essayé, en 2002 et 2003, de maintenir la discipline budgétaire et de fournir les services essentiels à la population, avec l'appui d'une aide extérieure. Il a concentré son action sur la sécurité, l'éducation, la santé et l'aide humanitaire. La situation était particulièrement délicate en raison de la perte de personnel qualifié du Ministère des finances suite à l'émigration enregistrée durant les années de conflit, de la destruction partielle des représentations régionales du Ministère et des dégâts subis par les infrastructures de télécommunications et de transport.
- **Stabiliser la situation macroéconomique et financière à l'aide de politiques monétaire et de change efficaces.** Des politiques adaptées peuvent aider à maîtriser l'inflation et la volatilité des taux de change qui aggravent le coup porté aux niveaux de vie. L'expérience du Liban illustre bien ce propos. Son économie est restée fragile pendant plusieurs années après la formation d'un gouvernement d'union nationale en 1989. En 1992, les autorités ont adopté une politique d'ancrage nominal du taux de change qui visait une légère appréciation nominale de la livre libanaise

par rapport au dollar. Cela a permis de stabiliser les anticipations inflationnistes et de ramener le taux d'inflation sous la barre des 10 %.

L'expérience d'autres pays de la région montre malheureusement que ces mesures prioritaires sont difficiles à mettre en œuvre en période de fragilité sociopolitique, quand les autorités peuvent être tiraillées entre plusieurs objectifs, souvent concurrents.

Dès qu'un conflit s'apaise, l'action publique devrait privilégier la reconstruction et le redressement économique. Cela s'est toutefois révélé difficile par le passé, car les pays restent souvent fragiles même une fois passé le pire de la violence. Souvent, les autorités ne contrôlent pas pleinement la totalité du territoire national et la sécurité reste précaire. Les mesures économiques devraient alors viser à consolider la paix. La priorité absolue devrait être de reconstruire et moderniser les institutions, mobiliser les ressources nécessaires à la reconstruction et favoriser une croissance plus forte et plus inclusive. Mais le coût de la reconstruction est souvent colossal — surtout en cas de chevauchement de plusieurs conflits dans une région. En Libye, en Syrie et au Yémen, ce coût n'a pas encore été évalué, mais la Banque mondiale estime le montant des dégâts à quelque 300 milliards de dollars.

Les partenaires extérieurs ont un rôle important à jouer en venant en aide aux pays qui sortent d'un conflit. Ces partenaires, parmi lesquels figurent les institutions financières internationales, peuvent catalyser les financements et même y contribuer eux-mêmes en appuyant les efforts entrepris au niveau national pour mobiliser les recettes. Les pays impliqués dans un conflit ont inévitablement besoin d'être fortement soutenus, pour renforcer leurs capacités après la fin des hostilités, et d'être aidés financièrement, pour faire face aux besoins humanitaires et procéder à la reconstruction. **FD**

PHIL DE IMUS est économiste principal, **GAËLLE PIERRE** économiste et **BJÖRN ROTHER** conseiller au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Cet article s'inspire de la note de réflexion des services du FMI intitulée «The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa».

Bibliographie :

- Gobat, Jeanne, and Kristina Kostial. 2016. "Syria's Conflict Economy." IMF Working Paper 16/123, International Monetary Fund, Washington, DC.
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2017. *Global Trends: Forced Displacement in 2016*. Geneva.
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA). 2017. "Yemen: Crisis Overview." Geneva.
- World Bank. 2015. "Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee." Working Paper 96601, World Bank, Washington, DC.
2017. "The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria." World Bank, Washington, DC.



LES PROMESSES DE LA TECHNOLOGIE

Les gouvernements du Moyen-Orient comptent sur les entrepreneurs du numérique pour stimuler la croissance économique et créer des emplois pour les jeunes

Campbell MacDiarmid

À 17 ans, Tarek Nasr a créé sa première entreprise, qui produisait des maillots de basket-ball. Dix-sept ans plus tard, ce citoyen égyptien est passé à l'univers du numérique et s'apprête à lever 500.000 dollars pour financer sa prochaine entreprise, Mintrics, une plateforme d'analytique vidéo au service des réseaux sociaux.

«Avec de la chance et beaucoup de travail, le but est de mettre sur pied une société qui vaudra 100 millions de dollars», explique-t-il par vidéo-conférence depuis son bureau du Caire, en utilisant intentionnellement un téléphone rétro. «Je pense que c'est faisable.»

À 34 ans, Tarek Nasr, qui est plus à l'aise en short et polo qu'en costume trois-pièces, est le prototype des entrepreneurs du numérique au Moyen-Orient. Il a vécu le Printemps arabe, qui a balayé les gouvernements dans l'ensemble de la région en 2011, et appartient à une génération de jeunes qui tablent

sur la technologie pour gagner leur vie, au lieu du secteur public ou privé, où les perspectives professionnelles se raréfient.

«L'expansion des grandes entreprises privées est limitée», explique Ayman Ismail, professeur d'économie et fondateur du Venture Lab à l'université américaine du Caire. «Le seul espoir réside dans l'esprit d'entreprise des PME.»

Trou noir de l'emploi

Les gouvernants du Moyen-Orient, eux, espèrent que les technologies pourront remédier au moins partiellement à l'un des problèmes majeurs de la région : le manque d'emplois pour les jeunes. La moitié des 406 millions de citoyens du monde arabe ont moins de 25 ans, et le taux de chômage des jeunes est de 30 %.

La pénurie d'emplois touche autant les nations fortunées exportatrices de pétrole que les pays plus pauvres tels que l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

L'Égypte, dont les déficits budgétaires et la dette publique ne cessent d'enfler, ne peut pas user des dépenses publiques pour alimenter la croissance économique indispensable à l'emploi. Elle cherche plutôt à encourager l'entreprise privée. L'Arabie saoudite, où 70 % de la population active est employée par le secteur public, cherche à diversifier son économie et à devenir moins tributaire de ses exportations de pétrole.

«Nous voulons donner aux jeunes talentueux les moyens d'entreprendre», explique Nawaf Al Sahhaf, directeur de Badir, pépinière d'entreprises technologiques établie par l'État. «L'idée de base est de créer des emplois.»

La tâche sera ardue. Outre les problèmes que rencontrent les jeunes pousses dans le monde entier, dans une grande partie du Moyen-Orient les entrepreneurs se heurtent à des obstacles particuliers : difficultés à lever des fonds et réglementations commerciales archaïques. La plupart des start-up du Moyen-Orient s'établissent encore à l'étranger, par exemple aux États-Unis, dans l'État du Delaware, pour épargner aux investisseurs le carcan bureaucratique et juridique de la région.

Le droit de la faillite

La situation commence à évoluer lentement. L'Égypte, qui fait de l'innovation la pierre angulaire de son plan de croissance économique à long terme, a institué un mécanisme permettant aux chefs d'entreprise de restructurer leur société pendant la procédure de faillite au lieu d'encourir la prison pour dettes impayées.

Mais, comme au moins cinq ministères interviennent dans la promotion de l'entrepreneuriat, les gens tels que Con O'Donnell, investisseur providentiel basé au Caire, se plaignent du manque de coordination et des doubles emplois. De plus, les objectifs des entrepreneurs et des pouvoirs publics sont divergents. «Le gouvernement se soucie de créer des emplois, et non de créer de la valeur», dit-il. «Pour un PDG, ce n'est pas l'essentiel.»

Certaines jeunes pousses sont devenues de gros employeurs. Careem, société de voitures privées établie à Dubaï en 2012, emploie 250.000 chauffeurs. Mais elles sont pour la plupart beaucoup plus modestes. Souq.com, également basé à Dubaï, est le principal site de vente au détail en ligne de la région et emploie environ 3.000 personnes. (Amazon en emploie plus de 350.000.)

«Des études corroborent l'idée générale que l'esprit d'entreprise peut être un facteur crucial de création d'emplois» dans le monde arabe, selon Bessma Momani, chercheuse non résidente au Brookings Doha Center, qui a publié un rapport à ce sujet en 2017. Mais elle ajoute : «Il reste encore à créer dans la région l'écosystème économique nécessaire pour que l'esprit d'entreprise prospère.»

C'est sur la création de richesse que les jeunes pousses technologiques peuvent avoir le plus d'incidence.

Le rachat de Souq par Amazon pour plus de 650 millions de dollars en mars 2017, du jamais-vu dans la région, a fait date. «Cela prouve qu'il est possible de créer de grandes et puissantes sociétés technologiques dans la région», selon Samih Toukan, un des cofondateurs de Souq.

Souq est une des 60 jeunes pousses de la région qui ont été rachetées ces cinq dernières années, pour un total de plus de 3 milliards de dollars, selon MAGNiTT, plateforme en ligne qui met en rapport les entrepreneurs technologiques de la région avec des investisseurs. MAGNiTT a recensé plus de 3.000 start-up au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui ont attiré un montant record d'investissements de plus de 870 millions de dollars rien qu'en 2016. À titre de comparaison, en Amérique latine, région plus peuplée, mais ayant un taux de pénétration d'Internet un peu inférieur, les jeunes pousses ont levé 500 millions de dollars de capital-risque en 2016, dont 342 millions dans le secteur des technologies de l'information, selon la Latin American Private Equity and Venture Capital Association.

À la traîne

Le Moyen-Orient est cependant très en retard par rapport aux pays développés. Le numérique contribue pour environ 4 % au PIB du Moyen-Orient (hors Afrique du Nord), contre 8 % aux États-Unis, et la région représente seulement 1 % des recettes des 1.000 premières entreprises technologiques, contre 36 % aux États-Unis, d'après un rapport de McKinsey & Company publié en octobre 2016.

Les Émirats arabes unis (EAU) sont en tête au plan régional, avec 42 % des start-up du numérique, selon MAGNiTT. Dubaï, leur plus grande ville, attire les entrepreneurs de toute la région. Comme l'explique Tarek Nasr, «l'infrastructure est de premier plan, les liaisons Internet excellentes, et on ne manque pas d'espaces de travail» ou de bureaux partagés qui favorisent le travail collaboratif.

Les EAU bénéficient aussi d'une stratégie cohérente en matière d'innovation. À titre d'exemple, Dubai Future Accelerators est un programme de neuf semaines qui met en relation des sociétés technologiques avec des départements de l'État de manière à ce que leurs dirigeants contribuent à apporter les changements de réglementation nécessaires pour que les nouvelles technologies soient rapidement déployées. «Le problème est que l'innovation suscite souvent quelque résistance, surtout de la part de l'État», explique le directeur général, Khalfan Belhouli. Mais il affirme que le Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum «veut faire de Dubaï la destination de choix pour tous les innovateurs du monde».

Dans l'ensemble de la région, les États établissent des fonds technologiques. Celui de l'Arabie saoudite, le plus fourni (100 milliards de dollars), a été créé cette année,

La rapide croissance démographique de l'Égypte, championne du monde arabe avec ses 90 millions d'habitants, en fait un marché prometteur, bien que complexe.

mais n'a pas encore laissé de marque sur la scène technologique naissante du pays, selon Rachel Williamson, analyste indépendante, spécialiste du Moyen-Orient : «Il monte en régime rapidement, mais c'est encore tout récent. On en parle beaucoup, mais il n'y a pas encore d'écosystème concret.»

Un marché prometteur

La rapide croissance démographique de l'Égypte, championne du monde arabe avec ses 90 millions d'habitants, en fait un marché prometteur, bien que complexe. D'après les estimations officielles, un peu moins de la moitié des habitants sont reliés à l'Internet. Amir Barsoum, entrepreneur, est de ceux qui pensent que les nombreux problèmes de l'Égypte, des écoles et hôpitaux surchargés aux infrastructures délabrées, sont autant de créneaux à saisir. En suivant la bonne idée — une appli pour faciliter l'accès aux services financiers, ou une méthode plus efficace pour appeler un taxi —, il est possible de s'affranchir des technologies existantes pour résoudre des problèmes tout en récoltant des bénéfices.

En 2012, Amir Barsoum a fondé Vezeeta, une plateforme numérique médicale qui permet d'automatiser les rendez-vous et de réduire le temps d'attente dans les hôpitaux et centres de santé. Aujourd'hui, sa société compte 200 employés et aide 1 million d'utilisateurs à prendre 60.000 rendez-vous chaque mois. Grâce à un investissement de 10,5 millions de dollars, Vezeeta a étendu son champ d'opération de l'Égypte à la Jordanie et au Liban, et compte s'implanter bientôt dans d'autres pays du Moyen-Orient.

La finance offre également des débouchés. La région, où 14 % seulement des adultes ont un compte en banque, a vu éclore plus de 100 entreprises spécialisées en technologie financière, telles que Fawry, plateforme qui permet le paiement de factures et d'autres services en ligne au moyen de portefeuilles électroniques et de 65.000 guichets.

«La fintech commence à se répandre dans la région», explique Ahmed Wadi, ressortissant égyptien qui a récemment créé une application, Moneyfellows, permettant à des inconnus de se prêter de l'argent entre eux. «Nous aidons les gens à obtenir un prêt sans intérêts sur la foi de leur réputation sociale et non d'une notation de crédit», précise-t-il.

Tarek Nasr exploite le développement du marché de la publicité en ligne en Égypte. Après avoir décroché une

licence de gestion commerciale à l'université du Nouveau-Brunswick au Canada, il est rentré en Égypte. Grâce à des fonds prêtés par des amis et des proches, il a ouvert au Caire une agence de création (The Planet) spécialisée dans la publicité sur les réseaux sociaux. Après quoi il a cofondé un accélérateur technologique appelé Juice Labs, qui propose des financements, des conseils et de l'assistance technique à d'autres jeunes pousses numériques.

Une culture bourgeonnante

Con O'Donnell, l'investisseur providentiel basé au Caire, constate le bourgeonnement de la culture de l'entrepreneuriat dans le monde arabe. Un des signes qui ne trompe pas est l'apparition aux heures de grande audience d'émissions de télé-réalité comme El Mashrou3, ou «Le Projet». D'abord diffusée en Égypte en 2014, elle met en scène des entrepreneurs du numérique qui présentent leurs idées à des investisseurs. Pour les jeunes, la création d'entreprise est, selon Con O'Donnell, «un parcours comme un autre». «C'est une carrière acceptable au plan social et familial.»

Ressortissant irlandais, ce dernier est arrivé dans les années 90 pour étudier l'arabe, puis est resté afin de travailler pour plusieurs sociétés de média, avant de fonder Sarmady. Ce site en langue arabe — premier du genre — propose des actualités, nouvelles sportives, agendas des spectacles et guides touristiques. En 2008, il a vendu sa société à Vodafone pour un montant non divulgué et a depuis investi dans 15 jeunes pousses égyptiennes, dont Instabug, outil à l'usage des créateurs d'applications, ou encore Wuzzuf, site de recrutement en ligne.

Mais pour les investisseurs en quête de bénéfices rapides au Moyen-Orient, les observateurs chevronnés tels que Con O'Donnell recommandent la prudence : étant donné les obstacles qui peuvent ralentir le commerce dans la région, au lieu de miser sur les licornes, mieux vaut opter pour l'image, plus prosaïque, du dromadaire.

«Comme lui, il faut être capable d'accumuler beaucoup d'eau pour se préparer à la traversée du désert», explique Con O'Donnell. «Ici, on peut avoir la chance d'obtenir un capital d'amorçage pour se mettre en route, mais bien souvent on ne va pas plus loin. Il faut donc être prêt à persévérer.» **FD**

CAMPBELL MACDIARMID est un journaliste indépendant établi en Iraq.

Bridées par les PRÉJUGÉS

L'augmentation du taux d'activité des femmes dans le monde arabe pourrait stimuler la croissance économique, mais elle se heurte à des obstacles profondément ancrés

Nazila Fathi

Depuis les soulèvements de 2011 dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, le rôle des femmes dans l'économie a progressé, au moins sur le papier. Mais comme l'indiquent ces portraits croisés, les femmes ont toujours du mal à y trouver du travail, et encore plus à y créer et gérer des entreprises. Trop souvent, la réussite passe par l'aide d'un homme de leur famille.

Avant de lancer *Middle East Business Magazine and News*, publication en arabe et en anglais, Amal Daraghme Masri a passé 13 ans à en poser les jalons. En 1999, elle a créé l'Ougarit Group, une société de relations publiques et de médias, afin de développer le réseau et l'expérience nécessaires. Lorsqu'elle s'est jetée à l'eau en 2012, elle avait la sensation de pouvoir surmonter tous les préjugés à l'égard des femmes chefs d'entreprises, forte d'un plan destiné à assurer la réussite financière de son projet.

«Il y a deux types de femmes», estime Amal, qui vit à Ramallah, en Cisjordanie. «Les femmes et les femmes têtues. Ici, il faut être têtue pour réussir.»

Mais Amal a vite découvert que même les femmes têtues voulant fonder une entreprise et générer de la croissance sont très peu aidées. La société arabe, qui considère l'homme comme le principal pourvoyeur du ménage, fait tellement peu cas des aspirations féminines que le magazine d'Amal n'est pas considéré comme une entreprise appartenant à une femme aux yeux de la loi. Elle n'a pas pu contracter d'emprunt, car le magazine était considéré comme un service, et non comme un bien, à l'instar des articles de broderie et d'artisanat produits par d'autres entreprises détenues par des femmes. Il a fallu que son mari cosigne sa demande de prêt, car il possédait des

biens pouvant servir de garantie. Mais ce soutien l'a rendue inéligible à l'exonération fiscale de cinq ans octroyée aux entreprises appartenant à des femmes.

Aujourd'hui, Amal (49 ans) emploie cinq personnes, dont sa fille vidéographe de 21 ans, et elle s'est constitué un beau portefeuille d'abonnés et d'annonceurs payants.

Son mari, elle le sait, a joué un rôle fondamental : «Sans lui, je n'aurais peut-être pas réussi». Cette mère de trois enfants assure que toute femme arabe active a besoin d'un partenaire masculin prêt à partager le fardeau.

Selon un rapport de 2017 de l'Organisation internationale du travail, le taux d'activité des femmes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le plus faible du monde avec 21,2 %, contre environ 40 % ailleurs. Pourtant, parallèlement à l'augmentation de leur niveau d'études, les femmes sont devenues une force de changement qui revendique l'égalité des chances, même dans des pays à fortes traditions comme l'Arabie saoudite.

Les progrès restent toutefois poussifs. Même dans un pays comme le Maroc, où les organisations féministes ont réussi à faire adopter des lois plus progressistes interdisant la discrimination de genre, il est compliqué de rompre avec le passé. En foyer comme en société, les attitudes patriarcales persistent, et de nombreuses femmes sont cantonnées à des emplois mal payés, quand elles en ont un.

Des facteurs non culturels peuvent s'en mêler. À Ramallah, par exemple, Israël a fermé les frontières et restreint la circulation des personnes. Les entreprises qui employaient des femmes, dans le textile par exemple, ont fait faillite. En 2012, les femmes ne représentaient que 17 % de la population active en Cisjordanie et à Gaza.



Amal raconte que les couvre-feux et les barrages routiers l'ont pénalisée financièrement, elle aussi. Il est onéreux de faire venir le matériel nécessaire, «ce qui nuit à l'entreprise, que l'on soit un homme ou une femme», dit-elle.

«Emploi, liberté et dignité» : c'était l'un des slogans scandés en Tunisie lors du Printemps arabe qui a débuté fin décembre 2010. Le chômage dans la région arabe était le plus élevé du monde et atteignait 27 % en Tunisie. Les femmes, qui représentent la majorité de la population étudiante de la plupart des universités arabes, étaient, comme leurs homologues masculins, pour l'essentiel incapables de trouver du travail après leur diplôme.

Exprimant leur colère face au manque de débouchés, elles étaient en première ligne des manifestations en Tunisie et dans d'autres pays arabes où les protestations ont pris de l'ampleur en 2011. Lina Ben-Mhenni, fille d'enseignant et fonctionnaire, était présente.

«En matière d'emploi, je raisonnais et raisonne toujours en termes d'emploi pour les femmes et les hommes, de liberté et dignité pour les deux sexes», explique-t-elle.

Traductrice indépendante, elle a lancé un blog dès le premier jour de la révolution. Après la chute du président Zine El Abidine Ben Ali, elle a trouvé

un poste d'enseignante en langues étrangères à l'université de Tunis, sans renoncer à son statut de bloggeuse sans filtre, outrée que les femmes restent marginalisées malgré les lois de 1956.

«La Tunisie est considérée comme l'un des pays les plus progressistes en termes de droits des femmes. Mais la réalité est différente. Rares sont les femmes qui occupent des postes de direction, l'égalité des salaires n'existe pas et les employeurs préfèrent recruter des hommes en raison de problèmes comme les grossesses.»

Dans le monde arabe, les femmes sont quotidiennement la cible de remarques sexistes sur leur apparence ou leur tenue vestimentaire. Avec la montée des groupes islamistes en Tunisie après la révolution, Lina et les femmes partageant ses idéaux ont été confrontées à une nouvelle forme de harcèlement. Dans un climat de conservatisme religieux, les hommes ont commencé à se méfier de nouvelles formes de liberté, comme le rôle plus actif des femmes dans la vie publique et leur remise en question des traditions. Lina a reçu des insultes et menaces telles qu'elle a même craint pour sa vie.

«Les extrémistes n'ont pas accepté qu'une femme contre leurs opinions et les critique», raconte-t-elle.

Lina a perdu son emploi en 2015. À 34 ans, elle vit chez ses parents, sans revenu stable et sans sécurité de l'emploi. Elle incarne les problèmes de l'emploi des femmes. Depuis la «révolution» et sa

Si davantage de femmes travaillaient...

Selon un récent rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), les États arabes affichent le plus faible taux d'activité des femmes : 21,2 % en 2017. Si ce taux augmente progressivement, les femmes des États arabes (que l'OIT définit comme les pays du Conseil de coopération du Golfe ainsi que l'Iraq, la Jordanie, le Liban, la Cisjordanie et Gaza, et la Syrie) ont encore beaucoup de chemin à parcourir pour combler l'écart avec les hommes, qui affichent un taux d'activité de 76,4 %.

Pourquoi cette disparité pèse-t-elle autant? Dans un environnement où les nouvelles sources de croissance sont rares, l'augmentation de la participation des femmes pourrait stimuler la croissance économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

En 2014, les dirigeants des pays avancés et émergents du G-20 se sont engagés à réduire l'écart entre les taux d'activité des hommes et des femmes de 25 % d'ici à 2025. Selon l'OIT, si cet objectif était atteint dans l'ensemble des pays, l'emploi mondial gagnerait 5,3 %.

Cela se traduirait par un gain de croissance économique considérable : le PIB mondial pourrait gagner en 2025 3,9 %, soit 5.800 milliards de dollars. Les régions présentant les plus grands écarts hommes-femmes, à savoir l'Afrique du Nord, les États arabes et l'Asie du Sud, gagneraient le plus. Selon les

Perspectives économiques régionales de novembre 2013 du FMI, la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan aurait gagné l'équivalent de 1.000 milliards de dollars de production sur la décennie précédant le rapport si le taux d'activité des femmes avait été suffisamment relevé pour réduire l'écart du triple au double de la moyenne des autres pays émergents et en développement au cours de cette période.

L'intégration des femmes à la population active présente des bienfaits économiques indéniables. Mais il existe aussi d'autres effets positifs, tels que l'amélioration de la protection sociale des femmes et de meilleures opportunités pour exercer de l'influence et atteindre leurs objectifs de vie.

Ces effets positifs sont étayés par des chiffres. Le rapport de l'OIT indique que 70 % des femmes sondées préfèrent exercer une profession rémunérée, indépendamment de leur situation actuelle. Mais plus de la moitié des femmes dans le monde sont exclues de la population active, ce qui suggère que leur capacité et leur liberté de participation restent entravées par des écueils considérables.

Cet encadré est basé sur le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde — Tendances pour les femmes 2017* publié par l'OIT.

promesse d'ouverture de nouvelles perspectives, le taux de chômage des femmes en Tunisie a augmenté de 13 points pour atteindre 40 %, soit près du double de celui des hommes.

Après le Printemps arabe et sous la pression d'organisations féministes, Mohammed VI, le Roi du Maroc, a fait réviser la constitution en 2011 pour garantir l'égalité des sexes. L'économie étant à la peine, les autorités pensaient pouvoir la relancer en augmentant la participation de la main-d'œuvre féminine. Cette initiative était largement saluée.

Or six ans plus tard, les traditions ont la vie dure. Les femmes se plaignent que l'absence de prestations sociales telles que les congés maternité et les gardes d'enfants abordables les force à démissionner. Parmi elles, Abeer Eddouada, 37 ans, ancienne comptable dans une entreprise de graphisme à Casablanca. Après la naissance de deux jumeaux, son mari, fonctionnaire, voulait la voir rester à la maison.

«Pour lui, pas question de confier nos enfants à des inconnus. Et même s'il avait voulu, nous n'avions pas les moyens. Ici, nous n'avons pas de solutions de garde d'enfants abordables comme en Europe ou aux États-Unis», explique-t-elle.

Abeer pensait reprendre le travail au début de la scolarisation de ses jumeaux, mais dix ans plus tard — elle a aujourd'hui 37 ans —, elle est encore mère au foyer.

«J'ai postulé des dizaines d'emplois. Personne ne veut recruter une maman qui doit partir tôt pour aller chercher ses enfants à l'école.» Au Maroc, seulement 15 % des femmes vivant en zone urbaine ont un emploi, contre 62 % des hommes. Abeer est convaincue que des mesures pratiques telles que des solutions de garde abordables, en complément de réformes juridiques, pourraient ouvrir la voie d'un changement de perception des femmes par la société.

Il a fallu attendre la chute des prix du pétrole pour que l'Arabie saoudite commence à voir les femmes comme des vecteurs de diversification économique. En 2013, feu le Roi Abdallah ben Abdelaziz autorisa les femmes à travailler dans la distribution et l'accueil, et les premières avocates reçurent leur carte professionnelle. Des femmes saoudiennes travaillent désormais dans l'enseignement et la médecine, entre autres. Le 26 septembre 2017, le pays a annoncé la levée de l'interdiction de conduire appliquée aux femmes, désormais plus mobiles dans un pays où les transports publics sont quasi inexistantes.

Il reste quand même difficile d'être une femme active en Arabie saoudite. Les hommes détiennent officiellement les droits de tutelle sur les femmes. C'est donc le père, le frère, l'époux ou même le fils, s'il a plus de 15 ans, qui prend toutes les décisions juridiques. Sans le feu vert de son tuteur, une femme ne peut pas voyager, faire des études, se marier ni même se faire opérer.

Même si des femmes comme Fatima Almatrood, 30 ans, sont bien mieux loties que leurs mères, elles restent confrontées à des obstacles liés à leur sexe. Son père, qui n'a pas fait d'études secondaires et est originaire de Safwa, à l'est du pays, a mis du temps à la laisser entrer à l'université du Roi Saoud, à Riyad.

«Je comprenais ses inquiétudes de père, mais je voulais qu'il me fasse confiance et me laisse décider de ma vie», résume-t-elle.

Titulaire d'un master en psychologie, Fatima exerce aujourd'hui à l'hôpital psychiatrique Hafr Al-Batin, où elle gagne près de 30.000 dollars par an. Elle loue un appartement près de l'hôpital et des commodités. Mais le fait de vivre à 500 km de sa famille représente un fardeau «mental». Tous les week-ends, elle se fend d'un onéreux aller-retour en taxi ou en bus.

À l'hôpital, elle estime que la discrimination empêche les femmes de réaliser leur plein potentiel. «Les dirigeants ont des préjugés contre les femmes», dit-elle.

«Ils confient davantage de responsabilités aux hommes. Nous héritons de missions très basiques, qui nous empêchent de démontrer nos compétences techniques et de décrocher des promotions.» Lorsque le chef est en congés, il désigne toujours un collègue masculin pour assurer le relais.

Le pays veut porter le taux d'activité des femmes de 22 % aujourd'hui à 28 % en 2020. La plupart des femmes exerçant une influence économique et politique sont issues de familles riches. Fatima s'inquiète pour ses perspectives de carrière. Célibataire, elle sait qu'elle sera confrontée à de nouvelles difficultés une fois mariée. Elle aura un nouveau tuteur masculin, et si elle devient mère, elle ne bénéficiera pas de politiques favorables à la vie de famille.

Il existe toutefois des motifs d'espoir, tels que la levée de l'interdiction de conduire et l'assouplissement en juin de certaines lois de tutelle du royaume. Le changement est engagé, mais reste à savoir s'il interviendra assez tôt pour que Fatima en bénéficie. **FD**

NAZILA FATHI, ancienne correspondante du *New York Times*, est l'auteure de *The Lonely War: One Woman's Account of the Struggle for Modern Iran*.



PHOTO : BILAL JABEKI

Comment vaincre les résistances

Ibrahim Saif explique pourquoi la réforme des subventions énergétiques passe par le consensus

IBRAHIM SAIF, ancien Ministre jordanien de l'énergie et des ressources minérales, n'a eu de cesse de promouvoir la réforme des subventions énergétiques et de mettre fin à la dépendance de son pays à l'égard des sources d'énergie étrangères. En 2015, il a contribué à l'élaboration du plan Vision 2025, programme décennal de développement économique et social de la Jordanie, qui ambitionne d'augmenter la part de la consommation énergétique de source locale et des énergies renouvelables. Entré au gouvernement vers la fin de la vaste réforme des subventions énergétiques du pays, M. Saif prévoit que d'ici 2025, la Jordanie produira 20 % de son énergie grâce aux sources renouvelables.

Pays dépourvu de ressources énergétiques, la Jordanie est parvenue à réformer le système de subventions universelles en 2012 après plusieurs tentatives infructueuses. Le secteur énergétique était mis à rude épreuve lorsque le prix de l'énergie hautement subventionnée montait en flèche tandis que la demande publique augmentait. Le royaume, lourdement endetté et déficitaire, a décidé de mettre fin

aux subventions universelles de l'énergie. Il travaille encore à la réforme des subventions de l'électricité.

M. Saif a précédemment occupé les fonctions de directeur du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie et de secrétaire général du Conseil économique et social du pays. Il a enseigné à l'Université de Londres et à Yale, dirigeant une série de cours sur les économies du Moyen-Orient. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Londres et il est actuellement conseiller du gouvernement d'Oman.

Dans cet entretien avec Wafa Amr pour *F&D*, M. Saif décrit le déroulement de la réforme des subventions et sa vision de l'avenir des énergies renouvelables dans la région.

F&D : Pouvez-vous décrire la situation énergétique de la Jordanie?

IS : La Jordanie importe environ 95 % de l'énergie dont elle a besoin, à hauteur d'environ 18 % du PIB. Disons pour simplifier qu'un quart de chaque dollar que nous dépensons sert à payer la note énergétique. C'est considérable, et nous sommes en position de faiblesse. Qui plus est, la Jordanie est grosse consommatrice d'énergie. Avec le repli des cours du brut, notre facture énergétique avoisine les 5 milliards de dollars. Les ménages consacrent à peu près un dixième de leur consommation à l'énergie — électricité ou carburant.

F&D : Qu'est-ce qui a poussé la Jordanie à réformer les subventions énergétiques en 2011?

IS : Il s'agissait de remédier à la vulnérabilité de l'économie jordanienne face aux fluctuations des cours mondiaux du pétrole, et de changer les modes de consommation figés depuis de longues années. La consommation était faussée par les subventions.

Celles-ci grevaient lourdement notre budget. L'ensemble de l'économie était affaiblie à cause des importations, de même que nos dépenses publiques, car si l'État voulait garantir un prix, il ne connaissait jamais le montant à allouer aux subventions à la fin de chaque exercice. Notre économie était à merci de la conjoncture extérieure.

La situation était intenable. Les subventions énergétiques n'étaient pas ciblées : les gros consommateurs de carburants en profitaient davantage, ce qui allait à l'encontre de l'objectif initial de protéger les plus démunis et vulnérables.

F&D : En quoi le Printemps arabe de 2011 et la perturbation des approvisionnements de gaz égyptien ont-ils influé sur la décision de mener ces réformes en Jordanie?

IS : En 2011, la Jordanie était liée par un contrat d'approvisionnement gazier de longue durée avec l'Égypte pour la production d'électricité, aux termes duquel nous payions le gaz à un prix fixe, à l'abri des fluctuations des cours mondiaux. L'Égypte a connu cette année-là des troubles et des épisodes violents qui ont perturbé les livraisons de gaz à la Jordanie. Pour continuer à produire de l'électricité, il a fallu recourir à une autre forme d'énergie, le fioul lourd, qui est le combustible le plus onéreux. Entre 2013 et 2015, la compagnie nationale d'électricité, NEPCO, s'est endettée pour près de 7 milliards de dollars. Sans réformes, cette tendance aurait perduré. Mais en deux ans, la situation s'est inversée. En 2015, NEPCO a équilibré son bilan et cessé de subir des pertes.

de compenser les perdants, mais à terme, nous avons mis en place une base de données plus précise. Et en fait, ces trois dernières années, nous n'avons versé aucune indemnité, car le prix du baril de pétrole était bien inférieur à 100 dollars.

Plus récemment, le gouvernement a créé avec le Fonds d'assistance national une base de données pour apporter aux plus démunis une aide directe au lieu de subventionner les denrées qu'ils consomment.

F&D : Les réformes ont-elles atteint leurs objectifs?

IS : Oui. NEPCO tournait à perte; aujourd'hui, elle dégage un chiffre d'affaires annuel d'au moins 1,4 milliard de dollars. Et nous y sommes parvenus sans susciter la moindre grogne sociale.

En outre, grâce aux nouvelles technologies et à l'essor des énergies renouvelables, la Jordanie est maintenant un champion régional de la diversification des sources de production d'électricité. Nous ambitionnons de produire 20 % de notre énergie au moyen du solaire et de l'éolien, ce qui est tout à fait réalisable. Nous devons encore poursuivre les réformes pour gagner en efficacité, améliorer les audits énergétiques et rationaliser la consommation. Mais la Jordanie a réussi à retourner la triste situation énergétique en quelque chose de positif. L'énergie absorbe encore un gros pourcentage de notre PIB, mais cette part est inférieure à ce qu'elle était il y a cinq ans.

Il y a quelques années, nous importions la quasi-totalité de notre énergie; nous visons aujourd'hui à en produire environ 20 % sur notre sol. Et tant l'efficacité que l'intensité énergétique de la Jordanie sont en bien meilleure voie qu'auparavant.

F&D : Quelle leçon primordiale tirez-vous de votre expérience comme Ministre de l'énergie?

IS : J'ai appris combien il importe d'établir au sein de nos propres institutions un consensus sur la nécessité des réformes. Il faut s'entourer de l'équipe qui convient pour les faire aboutir, parce que la partie ne se joue pas seulement sur le terrain d'un ministère. C'est tout un secteur, énorme qui plus est, avec une multitude de parties prenantes — les entités semi-publiques, le ministère, la commission de contrôle et les investisseurs privés, nationaux et internationaux. Il y a de nouveaux acteurs et des intervenants traditionnels. Si l'on ne fait pas entrer en jeu toutes les parties prenantes, il est difficile d'atteindre ses objectifs. **FD**

Cet entretien a été révisé dans un souci de brièveté et de clarté.

«Nous avons répété inlassablement le même message.»

F&D : Quels ont été les principaux écueils dans la mise en œuvre de la réforme?

IS : Les Jordaniens s'étaient habitués aux produits subventionnés. Il était difficile de changer les mentalités pour faire accepter la vérité des prix. Ce genre de réforme se heurte à deux types de résistances : celle des dirigeants eux-mêmes qui craignent de payer un lourd tribut politique à cause de mesures impopulaires, et celle de la société dans son ensemble. En l'absence d'explications claires soulignant les conséquences du manque de réforme et d'une masse critique de défenseurs de cette réforme au sein de la société, cela devient extrêmement difficile. Nous avons porté la bonne parole à tous les niveaux et répété inlassablement le même message.

F&D : Comment avez-vous fait pour protéger les plus démunis?

IS : Sous réserve d'une justification de revenu, nous garantissons des indemnités aux personnes en dessous d'un seuil de ressources donné (1.130 dollars par mois) si le baril de pétrole dépassait 100 dollars. Lorsque nous avons mis en place le dispositif, nous savions que certaines personnes allaient demander une aide sans y avoir vraiment droit, mais nous avons été indulgents au début. L'année suivante, nous avons pris des mesures plus strictes et vérifié de près, car, par exemple, certains des bénéficiaires vivaient à l'étranger! Nous avons été tolérants au début, car nous voulions démontrer notre volonté

La maturité féconde

*Chris Wellisz dresse le portrait de **David Autor**, cet économiste du MIT dont les travaux consacrés aux effets des importations sur le marché du travail américain ont ouvert de nouvelles pistes de réflexion*

Si vous passez voir David Autor à l'heure du déjeuner, vous trouverez le professeur d'économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT) en train de dévorer le sandwich maison qu'il se prépare tous les jours. Outre qu'il aime le beurre de cacahuète et la confiture, cela lui évite de perdre du temps à la cafétéria.

«C'est impensable de perdre même une heure, nous confiait récemment l'enseignant de 53 ans lors d'un entretien dans son bureau surplombant la Charles River. Si je ne travaille pas, je me consacre à des activités utiles.» Par exemple, faire de la voile avec son fils, être le capitaine de l'équipe de hockey sur glace des enseignants ou bien démonter et remonter des gadgets électriques.

Au fond, l'économie traite de la rareté, et le temps semble particulièrement rare à David Autor, qui a commencé tard dans la profession et estime avoir encore beaucoup à rattraper, malgré le rôle de tout premier plan qu'il occupe grâce à ses travaux très novateurs sur les effets du commerce et des technologies sur le marché du travail américain. La somme de ses recherches consacrées au marché du travail, soit au total 29 articles sur des thèmes allant des prestations d'invalidité au salaire minimum, reflète son respect pour la dignité du travail, sa compassion pour les défavorisés et son inquiétude face aux effets délétères du chômage sur les familles et la société.

«Le désœuvrement est un fléau, affirme-t-il. C'est le travail qui structure la vie des personnes et leur donne un sens, qui forge leur identité et nourrit leur vie sociale.» Il n'est pas d'accord avec les économistes qui voient dans le travail le prix à payer pour pouvoir consommer. «C'est simplement faux pour la plupart d'entre nous. Nous paierions pour conserver notre emploi.»

David Autor est un universitaire atypique, possédant une solide expérience pratique : il a été consultant en logiciels informatiques, enseignant pour élèves défavorisés et assistant administratif en milieu hospitalier. Ce parcours, qui lui permet d'appréhender concrètement ses sujets, explique sa propension à s'appuyer sur les faits pour vérifier, et parfois contester, les dogmes économiques.

Prenez ses études des effets des importations chinoises sur les travailleurs américains. À la fin des années 90, alors qu'il était en troisième cycle à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard, les économistes débattaient du déclin des emplois manufacturiers aux États-Unis et avaient conclu à une tendance à long terme, principalement imputable à l'automatisation. Dans la mesure où les importations se substituaient en quelque sorte aux ouvriers, ces derniers pouvaient

retrouver du travail assez facilement sur le marché du travail américain, vaste et flexible.

«Alors que le débat touchait à sa fin, la situation a évolué, explique David Autor. L'ascension chinoise produisait des effets importants, mais personne ne s'en rendait compte.»

En 2001, l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce a accéléré sa transformation en géant économique mondial disposant d'une très vaste main-d'œuvre à faible coût pour fabriquer des meubles, des textiles et des appareils électriques à bon marché. Entre 1991 et 2012, la part de la Chine dans l'industrie manufacturière mondiale est passée de 4 % à 24 %.

Le monde ouvrier américain en a été profondément et durablement ébranlé, comme en témoigne D. Autor et ses collaborateurs, David Dorn de l'université de Zurich et Gordon Hanson de l'université de Californie, à San Diego. Dans un article paru en 2013, ils ont calculé que les importations chinoises ont directement causé la perte de 1,53 million d'emplois dans les usines entre 1990 et 2007, soit un cinquième de la contraction de l'emploi dans le secteur manufacturier aux États-Unis. Les emplois perdus se

«Le travail structure la vie des personnes et leur donne un sens, forge leur identité et nourrit leur vie sociale.»

concentraient dans les régions directement exposées à la concurrence chinoise; ailleurs, le recul de l'emploi manufacturier a été beaucoup plus modeste.

Mais ils ont fait un constat plus important : le «choc chinois», comme ils l'appelaient par provocation, ne concernait pas uniquement l'industrie manufacturière, mais des secteurs exposés de manière indirecte à la concurrence des importations, par exemple les fournisseurs. Sur les marchés du travail locaux, l'emploi, le niveau des salaires et le taux d'activité ont été en berne pendant au moins une décennie. (Dans un autre article, ils ont estimé les pertes d'emplois indirectes à environ 1 million.) Ces constats ont fait planer le doute sur l'idée très répandue que la main-d'œuvre était mobile. Déménager là où les emplois étaient plus nombreux ou changer de métier n'était pas aussi facile que le supposaient les économistes.

«David a remis en cause l'opinion dominante», résume Lawrence Katz, qui a présidé le jury de thèse de D. Autor à Harvard et collabore avec lui

Le vif intérêt de l'économiste David Autor pour l'évolution des technologies est lié à son expérience personnelle.



ponctuellement. «On continuait de se référer à des données dépassées depuis 10 ou 20 ans. Qui dit mobilité, dit frictions. Nous constatons donc que les coûts du commerce sont très supérieurs à ce que nous avons coutume de croire.»

Les travaux de David Autor sur la Chine se sont intéressés au sentiment de profonde inquiétude face à la perte d'emplois des classes moyennes qui a agité la campagne présidentielle américaine en 2016. Dans un article paru en décembre 2016, D. Autor et son équipe ont observé que le choc commercial propulsait les électeurs vers les extrêmes politiques. Dans un autre article, ils ont montré que la diminution des perspectives d'emploi et la baisse des salaires chez les hommes jeunes travaillant dans des secteurs exposés au commerce en faisaient des maris potentiels moins attrayants, ce qui contribuait au recul de la nuptialité et à l'augmentation du nombre d'enfants nés de mères célibataires.

Le changement technologique est une autre source d'inquiétude pour le public mais fascine David Autor, sans doute en raison de son passé d'informaticien. Quand l'utilisation des ordinateurs personnels s'est répandue dans les ménages et les entreprises, vers la fin du siècle dernier, les économistes ont commencé à étudier dans quelle mesure les compétences informatiques augmentaient la valeur des travailleurs sur le marché de l'emploi.

Adoptant une autre approche, D. Autor a identifié des tâches spécifiques effectuées par les travailleurs (déplacement d'objets, résolution de calculs, etc.) et cherché celles qui pouvaient être automatisées. Avec ses collaborateurs, il a constaté que les ordinateurs

pouvaient effectivement exécuter de nombreuses tâches routinières inhérentes aux emplois moyennement qualifiés (comptables, caissiers, etc.), mais qu'ils augmentaient du même coup la valeur accordée aux facultés de résolution de problèmes, à l'adaptabilité et à la créativité propres aux fonctions de cadres. Par ailleurs, les ordinateurs ne permettaient pas d'effectuer certaines tâches manuelles, comme celles exécutées par un concierge ou un serveur en restauration rapide. Il en résultait une polarisation du marché du travail, où les gains salariaux profitaient majoritairement aux travailleurs les plus et les moins qualifiés, au détriment de la catégorie moyennement qualifiée.

Ces conclusions s'appuyaient sur une étude de 2002 menée dans une banque venant de s'équiper d'un logiciel pour le traitement des chèques, opération qui avait été réalisée manuellement depuis la fin du XIX^e siècle. David Autor et deux chercheurs de Harvard, Richard Murnane et Frank Levy, ont passé d'innombrables heures dans la banque à s'entretenir avec les salariés et la direction et à les observer au travail. Ils se sont aperçus que le logiciel était capable de traiter 97 % des chèques, mais qu'il fallait toujours recourir à des employés pour les 3 % restants (problèmes de découvert, de signature illisible, etc.). Le travail de ce personnel pouvait alors faire l'objet d'une réorganisation exigeant plus de compétences.

«Depuis, les gens s'occupent d'un plus gros portefeuille de comptes et passent plus de temps à résoudre des problèmes qu'à simplement traiter des opérations», indique D. Autor.

Ses travaux sont résolument axés sur le terrain. Dans le cadre de ses recherches pour la rédaction d'un article expliquant pourquoi les agences d'intérim proposaient des formations qui ne semblaient pas vraiment utiles, il s'est inscrit lui-même comme intérimaire afin d'observer en direct le déroulement des entretiens. Il a découvert que les agences proposaient des formations gratuites pour évaluer la motivation et savoir comment attirer les candidats réellement disposés à progresser.

De même, son intérêt pour le progrès technologique est lié à son parcours personnel : au lycée, il avait appris tout seul à programmer son Radio Shack TR-80, un des premiers modèles d'ordinateur individuel. Mais sa trajectoire de l'informatique à l'économie n'a pas été la plus directe qui soit.

Il s'inscrit à l'université Columbia, mais n'y reste pas longtemps («vraiment trop immature», commente-t-il). De retour à Boston, sa ville natale, il travaille comme assistant administratif dans un hôpital. Il évolue ensuite vers un poste de concepteur de logiciels, avant de rejoindre le cabinet de conseil d'un ami, où il est notamment chargé de créer des bases de données pour les banques.

Puis il reprend ses études, cette fois à l'université Tufts de Medford, dans le Massachusetts, pour se spécialiser en psychologie et devenir psychologue clinicien comme ses parents.

Mais après avoir obtenu son diplôme en 1989, il s'avise que, au moins en ce qui concerne la psychologie telle qu'il l'étudiait, il aime vraiment les problématiques abordées, mais n'est pas du tout convaincu par les méthodes suivies et les réponses apportées. «J'aimais l'informatique et l'ingénierie, tout en étant intéressé par les questions sociales, mais je ne savais pas comment conjuguer les deux.»

Il embarque alors dans une Dodge Colt payée 250 dollars et sillonne le pays sans véritable projet en tête. Il apprend par la radio qu'une école méthodiste de San Francisco démarre un programme d'initiation à l'informatique destiné aux jeunes défavorisés. Il se porte volontaire et devient rapidement le responsable pédagogique de l'établissement.

«Cela m'a paru plus proche de ce que je recherchais. Ce travail à la fois technique et social prenait tout son sens.»

Il rencontre sa femme, Marika Tatsutani, à Oakland, en Californie. Comme lui, elle est à la recherche d'un colocataire. Elle est étudiante en troisième cycle à l'université de Californie, à Berkeley. Aujourd'hui, elle travaille à son compte comme auteure, éditrice et consultante dans les domaines de l'énergie et de l'environnement. David et elle ont trois enfants, âgés de 13 à 20 ans.

Après trois ans passés en Californie, David Autor, toujours en quête de nouveauté, décide qu'il est temps de passer à autre chose. Il envisage de postuler dans une école de médecine, puis se ravise au dernier moment et opte pour le programme de politiques publiques de la Kennedy School de Harvard, où les cours d'économie qu'il doit suivre lui font découvrir sa future discipline. «J'ai été ébloui, je me suis dit : «Mais pourquoi personne ne m'en avait jamais parlé avant? Voilà ce que je cherchais...» Nous travaillons sur les problèmes qui m'intéressent, mais avec des méthodes que j'estime, que j'apprécie et qui m'amuse.»

Richard Murnane, l'un des professeurs de D. Autor (qui collaborera par la suite à son étude sur les banques), a été impressionné par sa curiosité et son enthousiasme. «Avoir étudié la psychologie était important, je pense. Il avait une perspective plus vaste que celle des économistes purs.»

En 1999, son doctorat en poche, D. Autor se retrouve sur le marché du travail et s'imagine que les établissements comme le MIT ne le prendront pas au sérieux, car son diplôme d'économie concerne les politiques publiques. Alors quand Olivier Blanchard, président à l'époque le Département d'économie du

MIT, l'appelle pour lui proposer un poste, il est tellement pris de court qu'il refuse presque de répondre.

«J'étais terrifié, se rappelle-t-il. J'avais l'impression d'être l'économiste le plus chanceux au monde et, en même temps, un parfait imposteur. Je me demandais ce que je faisais là.»

«Il est vrai que David était une recrue atypique pour le MIT», admet Olivier Blanchard, devenu plus tard économiste principal au FMI et désormais chercheur principal au Peterson Institute for International Economics (Washington). «Mais sa détermination, son réel talent et sa rigueur nous ont convaincus de franchir le pas et, à l'évidence, nous avons eu raison.»

Les deux premières années ont néanmoins été rudes pour D. Autor, qui trouvait ses bases théoriques trop peu solides en économie. Il se souvient s'être vu confier un cours de théorie macroéconomique destiné aux élèves de licence et s'être demandé s'il était réellement qualifié.

«Au début, j'ai pensé : «Je ne maîtrise pas vraiment le sujet; je ne devrais pas être ici.» Puis je me suis dit que c'était une bonne manière d'apprendre.»

À présent, David Autor est plus occupé que jamais, même si la tension est un peu retombée. Au Bureau national de recherche économique (NBER), il a été nommé à la tête du programme d'études sur le travail avec Alexandre Mas, chercheur à Princeton. Il enseigne la théorie microéconomique appliquée et les politiques publiques en classe de licence. Il

Le choc commercial propulse les électeurs vers les extrêmes politiques.

poursuit ses recherches sur la manière dont les chocs économiques façonnent les convictions politiques et structurent le modèle familial américain. Et il vient de lancer une étude pluriannuelle ambitieuse, consacrée à l'impact des aides financières sur l'assiduité et les taux de réussite dans l'enseignement supérieur.

Toutes ces activités lui laissent six heures de sommeil par nuit, quand il a de la chance. Mais il ne se plaint pas.

Saluant l'extrême générosité de ceux qui l'ont parrainé et lui ont offert des occasions d'apprendre, déterminantes pour sa carrière, il veut à son tour oeuvrer pour les autres. «J'ai eu énormément de chance.» **FD**

CHRIS WELLISZ est membre de la rédaction de *Finances & Développement*.



ESPOIRS DÉÇUS

Passée la phase d'euphorie, la découverte de gisements pétroliers peut compromettre l'économie

James Cust et David Mihalyi

Chaque année, d'importants gisements de pétrole ou de gaz sont découverts à travers le monde. Les autorités et les citoyens jubilent dans la perspective de la manne promise par ces découvertes. Mais cet enthousiasme n'est pas toujours de mise, loin s'en faut. Après avoir trouvé de gros gisements, certains pays ont connu une croissance décevante, suivie peu après de problèmes économiques.

On sait depuis longtemps que les pays qui tirent d'abondantes recettes du pétrole ou d'autres ressources naturelles tendent à avoir une croissance plus faible et davantage de problèmes sociaux que les pays moins gâtés par la nature. Ce phénomène a été baptisé «malédiction des ressources naturelles».

Mais il s'avère que, très souvent, en particulier dans les pays où les institutions politiques sont fragiles, la croissance économique commence à décliner bien avant que la première goutte d'or noir ne sorte de terre; nous parlons alors de «malédiction des ressources annoncées».

Retour sur terre

En 2009, le Ghana avait le vent en poupe. Barack Obama l'avait choisi pour sa première visite en Afrique en qualité de Président des États-Unis. Après avoir connu une passation de pouvoir pacifique en 2007, le pays se jouait du ralentissement économique mondial et affichait une croissance économique vigoureuse, s'élevant à 7 % en moyenne de 2003 à 2013.

Pour couronner le tout, le Ghana avait eu deux fois la main, ou plutôt l'exploration, heureuse en découvrant en 2007 un gisement pétrolier important en mer, puis un autre en 2010. Plein d'espoir, il aspirait à rejoindre la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Le Président ghanéen de l'époque, John Kufuor, déclarait en 2007 : «Nous nous débrouillons déjà bien sans pétrole... Avec cette aubaine pétrolière, nous allons nous envoler.»

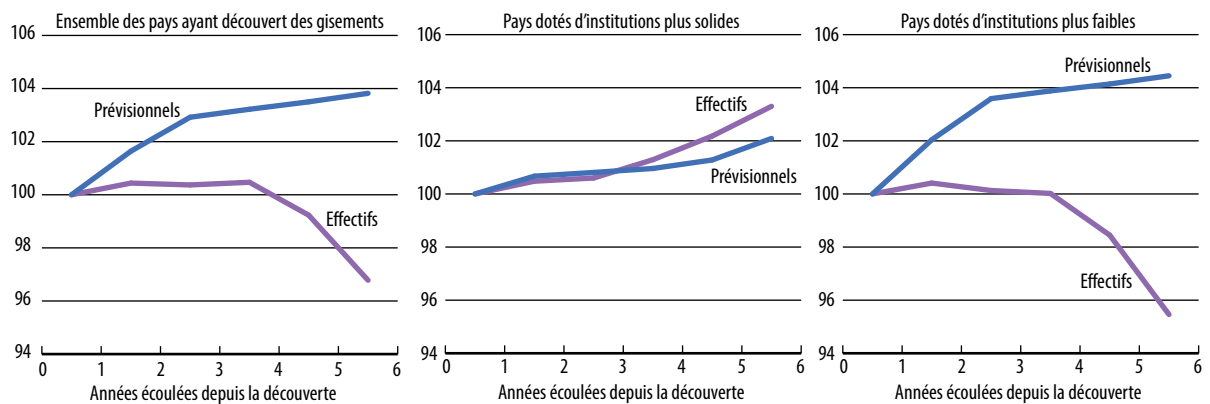
Mais revenons à l'actualité : le Ghana ne s'est pas envolé. La croissance est tombée au-dessous de 4 % entre 2014 et 2016, malgré les prévisions du FMI, supérieures à 7 %. Les découvertes pétrolières et la manne financière qui devait l'accompagner semblent avoir ouvert une ère d'imprudence économique : emprunts massifs, dépenses inconsidérées, exposition de l'économie à l'effondrement des cours pétroliers de 2014. Le Ghana est également parvenu à bafouer ses propres règles d'épargne. Tout en mettant de côté les 484 millions de dollars de recettes pétrolières jugées nécessaires pour affronter d'éventuelles périodes difficiles, il a emprunté 4,5 milliards de dollars sur les marchés internationaux. Depuis 2015, le pays bénéficie d'un programme de soutien et de surveillance du FMI. Un nouveau gouvernement est entré en fonction en 2017, mais la crise se prolonge.

Le Ghana n'est pas un cas isolé. D'autres pays ont fêté la découverte de gisements, avant de voir leur croissance trébucher puis s'écrouler. C'est au Mozambique, en 2009, qu'ont été découverts les plus grands gisements de gaz marins d'Afrique subsaharienne. La croissance atteignait en moyenne 6 %. Après ces découvertes, les prévisions de croissance tablaient sur une trajectoire au-dessus des 7 %. Pourtant, en 2016, la croissance avait dégringolé à 3 % en moyenne, mettant en lumière les conséquences catastrophiques d'emprunts faramineux et hors budget. Dans le même temps, l'aide du FMI a été suspendue en attendant les résultats d'un audit des emprunts extrabudgétaires.

Il ressort de nos travaux que le Ghana et le Mozambique ne sont pas des aberrations. Partout dans le monde, la croissance s'est révélée inférieure aux prévisions établies après la découverte de gisements importants. Pour certains pays, ces découvertes se sont soldées par de grosses déceptions en termes de croissance, même par comparaison avec les tendances antérieures.

L'intérêt d'une bonne gouvernance

Les pays dont les institutions politiques sont plus faibles, où par exemple l'exécutif a quasiment toute latitude, n'atteignent pas la croissance prévue par le FMI et, qui plus est, enregistrent en moyenne des taux inférieurs à ceux d'avant la découverte d'immenses gisements de pétrole ou de gaz. (chiffres exprimés en termes cumulatifs; l'année 0 ou année de la découverte est indexée au PIB = 100)



Source : Cust, James, et David Mihalyi. 2017. «Evidence for a Presource Curse? Oil Discoveries, Elevated Expectations and Growth Disappointments.»

Note : La courbe bleue illustre les effets de la découverte d'un immense gisement pétrolier ou gazier sur les projections du FMI. La courbe mauve représente l'effet sur la croissance effective. La qualité des institutions se fonde sur la base de données Polity IV.

Depuis 1988, 236 gisements géants (plus de 500 millions de barils) ont été découverts dans 46 pays (voir carte). En moyenne, chacune de ces découvertes représente en puissance 1,4 % du PIB national.

Théoriquement, la découverte d'un gisement devrait doper la production et donc la croissance, l'économie s'adaptant à ses nouvelles richesses et au niveau de consom-

EN MOYENNE, LA CROISSANCE EST SYSTÉMATIQUEMENT INFÉRIEURE AUX PROJECTIONS DU FMI, ET PARFOIS MÊME EN CHUTE.

mation accru pouvant être maintenu. Les prévisions du FMI vont dans ce sens, indiquant que les découvertes valent 0,52 point de gain de croissance par an les cinq premières années. Pour déterminer si un pays bénéficie du potentiel représenté par un grand gisement pétrolier ou gazier, nous répondons à ces deux questions :

- en moyenne, la croissance est-elle plus forte après une découverte?
- la croissance correspond-elle aux projections du FMI (publiées dans ses *Perspectives de l'économie mondiale*) pour la période suivant la découverte? Autrement dit, les pays enregistrent-ils les taux de croissance prédits par la théorie?

Dans l'un et l'autre cas, la réponse est loin d'être positive. En moyenne, la croissance est systématiquement inférieure aux projections du FMI, et parfois même en chute.

En réalité, le bilan est double (voir graphique). Nous constatons que les effets les plus marqués concernent les pays dont les institutions politiques sont plus faibles et où, par exemple, les contraintes imposées à l'exécutif sont sans effet. Outre qu'ils n'atteignent pas les niveaux de croissance prévus par le FMI, ces pays affichent des taux inférieurs à ce qu'ils étaient avant la découverte d'un gisement. En revanche, les pays dont les institutions politiques étaient solides lors de la découverte s'en sortent bien : leur croissance se poursuit au même rythme et elle est conforme aux prévisions du FMI.

Les pays dont la croissance est inférieure au potentiel sont victimes de ce que nous appelons la «malédiction des ressources annoncées».

Comme dans le cas assez proche de la «malédiction des ressources naturelles», nous constatons que l'abondance de richesses naturelles peut nuire à certains pays, dans certaines circonstances, et que des problèmes peuvent survenir bien plus tôt qu'on ne le pense généralement. Dans le cas de la «malédiction des ressources annoncées», c'est la promesse de l'abondance, plus que sa réalisation, qui entraîne des conséquences négatives.

L'hypothèse de la malédiction des ressources naturelles se fonde principalement sur les effets délétères à long terme générés par la production de ces ressources et leur fiscalité. Par exemple, le «syndrome hollandais» décrit une envolée du secteur des ressources naturelles produisant un effet d'éviction sur le secteur manufacturier et freinant les gains de productivité. La volatilité des recettes d'exportation et des recettes fiscales liées aux ressources naturelles peut sans doute peser sur les finances publiques. Les problèmes peuvent aussi être d'ordre politique. Les recettes tirées des ressources naturelles peuvent alimenter la corruption ou déclencher et entretenir des conflits violents. Et certains

Bonnes pioches

Depuis 1988, quelque 236 gisements de gaz ou de pétrole équivalant à plus de 500 millions de barils ont été découverts dans le monde.



Source : Cust, James, et David Mihalyi. 2017. «Evidence for a Presource Curse? Oil Discoveries, Elevated Expectations and Growth Disappointments.»

considèrent que la manne pétrolière peut dégrader les institutions démocratiques.

La malédiction des ressources annoncées concerne essentiellement le court terme, à savoir ce qui se produit dans le laps de temps séparant la découverte de la mise en production. Des problèmes économiques peuvent surgir à ce moment-là si les décisions économiques se fondent sur une évaluation exagérément optimiste de la richesse future. En outre, les pays buttent parfois sur les mesures à prendre pour mettre en valeur ces découvertes et ne parviennent pas à produire.

La réalité des prévisions

Prévoir la croissance est difficile. Les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI fournissent tous les six mois des prévisions par pays et d'autres instituts publient des estimations similaires, mais souvent pour un échantillon de pays plus restreint. Des travaux ont établi que les prévisions du FMI étaient exactes, mais pouvaient quelquefois présenter certains biais. Dans un article paru en 2013, par exemple, l'ancien économiste principal du FMI Olivier Blanchard et son collègue Daniel Leigh ont montré que les prévisions pour les pays de l'Union européenne

étaient excessivement pessimistes en ce qui concernait les multiplicateurs de croissance après la crise financière mondiale. *A contrario*, les prédictions de croissance des experts peuvent être exagérément optimistes pour certains types de pays venant de découvrir des ressources.

Pêcher par excès d'optimisme ou de pessimisme n'est pas sans effets. Premièrement, les gouvernements et le secteur privé se fondent sur les prévisions pour programmer et décider. Deuxièmement, les médias et les électeurs peuvent aussi être influencés. Leurs espoirs nourris par les chiffres peuvent pousser les dirigeants à se montrer imprudents, à dépenser et à emprunter de façon démesurée. Troisièmement, les prévisions peuvent influencer sur les évaluations des prêteurs et des agences de notation et donc sur les coûts d'emprunt. Des coûts artificiellement bas peuvent inciter à trop emprunter. D'après nos estimations, les notes qu'attribuent les investisseurs institutionnels sont influencées par les prévisions de croissance puisqu'elles sont meilleures lorsque ces prévisions augmentent, quels que soient les chiffres de croissance passés.

Il y a toute une série d'étapes à franchir entre la découverte de gisements et l'installation d'une prospérité durable. Il faut

LES PAYS VENANT DE DÉCOUVRIR DES GISEMENTS POURRAIENT AVOIR INTÉRÊT À ÊTRE PLUS CIRCONSPETS.

pouvoir investir pour qu'un projet entre en production et le gouvernement doit préparer toute l'économie à un afflux d'investissements et de devises. Avant que la production ne commence, d'autres défis peuvent surgir, comme par exemple ceux liés aux recettes publiques issues de paiements ponctuels, tels que primes de signature.

Certains pays comme la Tanzanie et le Mozambique n'ont jamais démarré la production. Ailleurs, comme au Kazakhstan, dont le champ pétrolifère de Kashagan n'a commencé à produire qu'au bout de 13 ans, le processus a pris beaucoup plus de temps que prévu. De tels retards ou revers sont courants. Ernst & Young rapportait en 2016 que 73 % des projets pétroliers et gaziers dans le monde étaient en retard sur leur calendrier. D'après un document de travail de la Banque mondiale dont Tehmina Khan a été la coauteure en 2016, le délai entre la découverte et la production est, en tout cas dans le secteur minier, plus long quand les institutions sont plus fragiles et la corruption plus grave.

Si la malédiction des ressources annoncées existe vraiment, de nombreuses ramifications politiques sont à envisager. Les pays venant de découvrir des gisements pourraient avoir intérêt à être plus circonspects. Ils devraient plus se soucier des étapes préalables à la production que de leurs futurs revenus et donc adopter une autre approche en matière d'emprunts et de dépenses, avant l'arrivée des premières recettes. Après une découverte, la politique économique se centre sur la conception d'instruments d'épargne tels que les fonds souverains.

D'après nos études, les pays devraient s'intéresser davantage aux comportements préalables à l'arrivée des recettes (et, par exemple, obtenir un consensus sur la nécessité d'une maîtrise budgétaire), au lieu de se focaliser sur le pourcentage de recettes qui sera épargné. En outre, les gouvernements devraient sans doute examiner de plus près l'évolution des recettes fiscales et des dépenses dans différents scénarios et anticiper diverses éventualités : projets retardés, effondrement des cours, incapacité à capter toutes les rentrées fiscales escomptées.

Asymétrie des risques

La découverte de ressources naturelles présente des risques asymétriques. Les cours peuvent baisser au point que des projets sont annulés, occasionnant la perte d'autant d'investissements, de recettes fiscales et d'emplois. Mais si les cours montent, le risque est de n'encaisser qu'une partie des bénéfices accrus, sous la forme d'impôts.

Si les grandes institutions financières sont trop optimistes, elles peuvent prêter trop d'argent ou contrôler les emprunteurs avec moins de rigueur.

La malédiction des ressources annoncées peut aussi avoir des conséquences pour d'autres acteurs, comme le FMI. Les projections devraient sans doute tenir systématiquement compte de la situation et de la gouvernance du pays. Les échéances et l'ampleur de la richesse issue des ressources naturelles pourraient dépendre de ces facteurs.

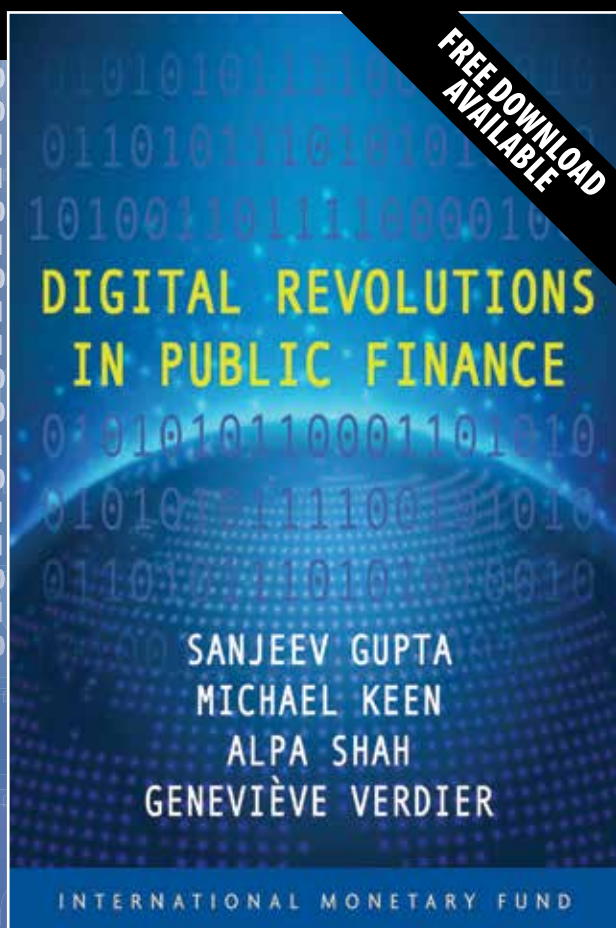
Il est essentiel de gérer les attentes de la population. Comme l'indiquait Paul Collier dans un article de 2017 du *Journal of Development Studies* consacré au Ghana, la malédiction a des ressorts psychologiques. La découverte d'un gisement de 500 millions de barils peut être interprétée à tort comme une promesse d'immenses richesses pour tous les citoyens. Or, rapporté à chaque habitant et étalé sur la période de production (20 ans en moyenne), cela peut se traduire par un gain de seulement 30 dollars de recettes publiques pour chaque Ghanéen.

Cette malédiction, comme celle des ressources naturelles, n'a rien d'inéluctable. À l'instar de la Tanzanie, de nombreux pays ont évité les deux. Comme son voisin mozambicain, la Tanzanie avait découvert d'importants gisements gaziers en mer. Dans son cas, un an plus tard, en 2010. Son taux de croissance a néanmoins augmenté après les découvertes, de 6 % à 7 %, car les autorités ont maintenu la dette à un bas niveau et montré leur attachement à la viabilité du budget en votant une règle budgétaire. Cela étant, la Tanzanie attend toujours des investissements de taille dans le secteur et, comme les cours du gaz naturel liquéfié restent bas, la phase de production risque de ne pas démarrer avant des années.

Outre l'existence de ressources naturelles, c'est la façon dont le gouvernement réagit à l'annonce d'une découverte qui semble importer. La technologie influe aussi sur le délai entre découverte et production, modifiant du même coup la nature du défi à relever. Le Ghana ne sera pas le dernier pays à découvrir de grands gisements pétroliers, mais il pourrait être le dernier à succomber à la tentation d'un optimisme exagéré. **FD**

JAMES CUST est économiste au Bureau de l'Économiste en chef pour la région Afrique de la Banque mondiale et chercheur associé externe à l'université d'Oxford; **DAVID MIHALYI** est économiste à l'Institut de gouvernance des ressources naturelles et chercheur invité à l'Université d'Europe centrale.

Digitalization promises to reshape fiscal policy...



“A fascinating assessment of the next frontier—digital everything, applied to government finances....It is greatly encouraging that the IMF is paying attention to these developments.”

—Simon Johnson, Professor of Entrepreneurship, MIT Sloan School of Management

“An engaging read that is relevant to all who are keen to discover and study the possibilities that digitalization and data brings to governments and people, across the world.”

—Nandan Nilekani, Founding Chairman of Unique Identification Authority of India (Aadhaar)

\$25. English. ©2017. Approx. 263pp. Paperback ISBN 978-1-48431-522-4. Stock#DRPFEA

Support for this book and the conference on which it is based
was provided by the Bill & Melinda Gates Foundation.

Free download available at bookstore.imf.org/drpfe



LA FINANCE MONDIALE SE RÉINITIALISE

La contraction des flux transfrontaliers de capitaux est le signe d'un renforcement du système financier mondial

Susan Lund et Philipp Härle

Dix ans après la crise financière mondiale, le paysage financier a considérablement changé. Les flux bruts de capitaux transfrontaliers (investissement direct étranger, achats d'obligations et d'actions, prêts et autres investissements) ont fortement diminué; par rapport au PIB mondial, ils sont revenus à leur niveau de la fin des années 90 (graphique 1). Bien que tous les types de mouvements de capitaux aient reculé, les prêts expliquent pour plus de moitié la baisse globale. Cela tient au repli généralisé

des activités à l'étranger, mais aussi des financements transfrontaliers de gros des grandes banques européennes et de quelques banques américaines.

Faut-il en déduire que la mondialisation financière a enclenché la marche arrière? D'après nos dernières études, non. Le système financier mondial reste très fortement interconnecté, si l'on considère le stock d'actifs et de passifs liés aux investissements étrangers. Le nouveau système qui sort des décombres est une version de l'intégration financière mondiale qui semble plus sensible aux risques, plus rationnelle et potentiellement plus stable et résiliente, ce qui est positif.

Changement de paysage

Avant la crise, bon nombre des plus grandes banques européennes, britanniques et américaines se lançaient résolument à l'international, explorant toutes les pistes pour s'assurer une croissance mondiale. Elles ont créé des



activités bancaires pour les particuliers et les entreprises dans de nouvelles régions, constitué d'épais portefeuilles d'actifs étrangers (titrisations de prêts hypothécaires à risque, biens immobiliers commerciaux, etc.) et se sont de plus en plus appuyées sur des financements interbancaires transfrontaliers à court terme.

Aujourd'hui, la vigilance est de mise et les capitaux sont conservés. Le risque n'est plus en vogue et les banques prudentes, voire «frileuses», pour reprendre le terme de l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, sont à la mode. Les plus grands établissements suisses, britanniques et certaines banques américaines s'inscrivent tous dans le vaste mouvement de repli qui est observé, mais le retrait le plus spectaculaire est celui des banques de la zone euro (graphique 2).

Après le passage à l'euro, le 1^{er} janvier 1999, les banques de la région se sont déployées au-delà de leurs frontières nationales, partout où circulait la monnaie unique. Du fait de cette monnaie commune et de règles largement partagées par tous les membres, le risque-pays a été sous-estimé, voire oublié. L'encours des créances étrangères (dont les prêts accordés par les filiales étrangères) est passé de 4.300 milliards de dollars en 2000 à 15.900 milliards en 2007. Cette progression était principalement imputable aux prêts et achats d'autres actifs étrangers à l'intérieur de la zone euro. Mais un autre facteur important a été l'établissement de liens financiers (marchés interbancaires en particulier) de plus en plus nombreux entre les banques de la zone euro, de Londres et des États-Unis.

Or cette expansion internationale des banques était dans une grande mesure fondée sur une mauvaise appréciation des risques ou des stratégies malavisées qui se sont retournées contre elles. Certaines banques européennes ont acheté des tranches triple A d'émissions américaines adossées à des hypothèques à risque (subprimes), qui allaient provoquer de grosses pertes. Des banques néerlandaises, françaises et allemandes ont participé directement et indirectement à la bulle de l'immobilier en Espagne et en ont subi les conséquences. Les banques autrichiennes ont fait des incursions jusqu'au cœur de l'Europe de l'Est et même en Asie centrale, mais se sont repliées depuis, tandis que les banques italiennes, très exposées à la Turquie, ont constaté que les marges corrigées des risques étaient moins importantes que prévu. Un certain esprit grégaire a régné durant cette période : voyant certaines grandes banques lancer des offensives à l'étranger en quête d'activités à forte marge, de nombreuses autres leur ont emboîté le pas.

Toutefois, depuis la crise, la tendance s'est inversée : les créances des banques de la zone euro sur la clientèle

étrangère ont plongé de 7.300 milliards de dollars, en recul de 45 % (même si elles demeurent nettement supérieures à leur niveau d'avant la monnaie unique). Il s'agissait pour près de la moitié de créances sur d'autres emprunteurs de la zone euro, notamment des banques. L'impression que les prêts accordés n'importe où dans la zone monétaire commune étaient pour ainsi dire des prêts intérieurs, et donc à faible risque, s'est révélée trompeuse. Les créances entre banques de la zone euro et banques britanniques et américaines se sont évaporées de la même manière.

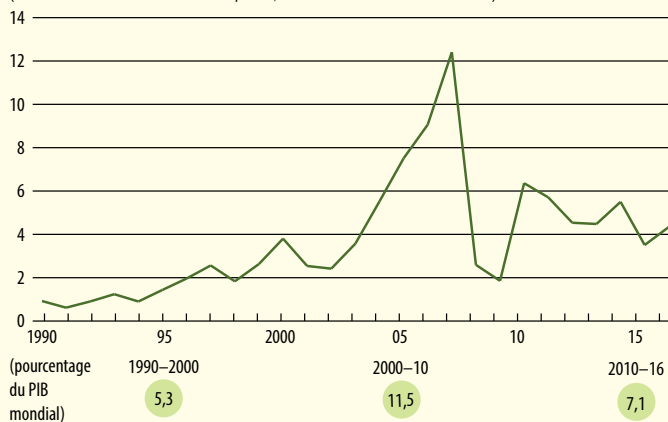
Dans la zone euro et ailleurs, ce retrait est une réaction rationnelle à la réévaluation des risques liés aux opérations transfrontalières. De nombreuses banques se sont finalement aperçues que les marges et le produit des activités internationales étaient moindres que ceux obtenus sur les marchés nationaux, où elles sont bien implantées et qu'elles connaissent bien, ou du moins que, compte tenu du surcroît de risque, les activités à l'étranger n'étaient pas intéressantes. Les banques sont désormais soumises à une pression constante des autorités de réglementation, des actionnaires et des prêteurs les exhortant à plus de prudence. Les nouvelles normes internationales de fonds propres et de liquidités majorent le coût de détention de toutes les catégories d'actifs, et les exigences supplémentaires imposées aux banques d'importance systémique pénalisent l'échelle et la complexité accrues de diverses

Graphique 1

Le glas de la mondialisation financière?

Les flux transfrontaliers de capitaux sont revenus à leur niveau de la fin des années 90.

(total des flux transfrontaliers de capitaux, en milliers de milliards de dollars)



Sources : FMI, Balance of Payments Statistics; McKinsey Global Institute.
 Note : Les données pour 2016 sont des estimations.

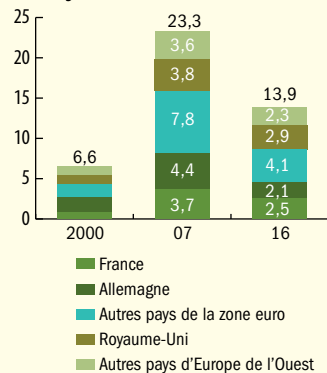
Graphique 2

Aversion au risque

Les grandes banques européennes sont en tête du mouvement de retrait des marchés étrangers.

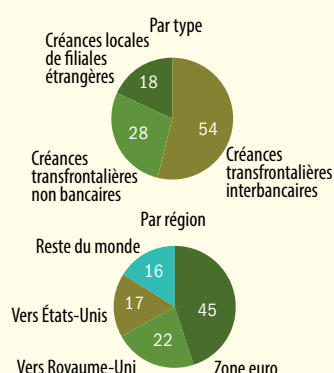
Créances extérieures des banques d'Europe de l'Ouest

(en milliers de milliards de dollars, taux de change nominaux annuels)



Recul des créances extérieures des banques de la zone euro

(100 % = 7.300 milliards de dollars)



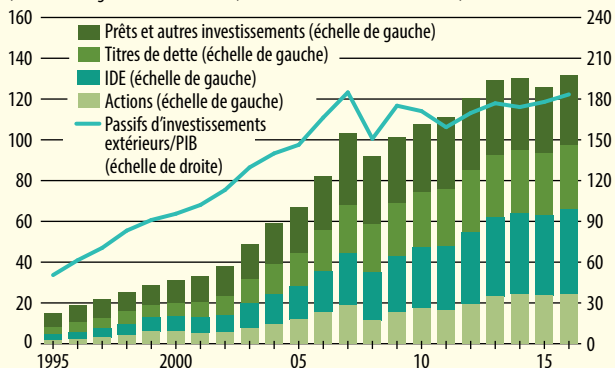
Sources : Banque des règlements internationaux; McKinsey Global Institute.

Graphique 3

Vent en poupe

Depuis la crise financière mondiale, le stock des investissements de portefeuille en actions et en obligations, et en particulier des investissements directs étrangers (IDE), ne cesse d'augmenter.

(taux de change nominaux annuels, en milliers de milliards de dollars)



Sources : FMI, Balance of Payments Statistics; McKinsey Global Institute.

Note : Les données pour 2016 sont des estimations.

catégories d'activités, notamment à l'étranger. En réponse, les banques ont prudemment diminué leurs implantations. Certains programmes de banques centrales adoptés après la crise pour rétablir la stabilité financière, comme le «Funding for Lending» de la Banque d'Angleterre ou les opérations de refinancement à plus long terme ciblées de la Banque centrale européenne, ont incité les banques à préférer les emprunteurs nationaux aux étrangers.

De grandes banques d'envergure mondiale ont cédé certains établissements étrangers, abandonné certains marchés étrangers ou tout simplement attendu l'échéance des prêts. D'après Dealogic, fournisseur et analyste de

données financières, les banques ont revendu plus de 2.000 milliards de dollars d'actifs depuis la crise. De ce fait, la part des actifs nationaux dans le bilan de la plupart des banques européennes a considérablement augmenté. Les trois premières banques allemandes (Deutsche Bank, Commerzbank et KfW) détenaient deux tiers de leurs actifs sur les marchés étrangers à la veille de la crise, contre un tiers aujourd'hui.

Les établissements néerlandais, français, suisses et britanniques ont eux aussi réduit leurs activités à l'étranger. Les banques américaines sont traditionnellement moins internationales que leurs homologues européennes, car le marché intérieur à leur disposition est immense, pourtant, même certaines d'entre elles ont opéré un retrait. Citigroup avait des activités de banque de dépôt dans 50 pays en 2007; le chiffre est passé à 19.

Alors qu'en Europe et aux États-Unis les banques se replient sur leur marché intérieur, les banques d'autres régions se développent à l'étranger, même si rien ne prouve que cette expansion se révélera rentable ou durable. La moitié des actifs des quatre principales banques canadiennes ne sont pas au Canada, mais ailleurs, principalement aux États-Unis; les banques japonaises sont elles aussi sorties de leurs frontières. En Chine, les quatre principaux établissements nationaux ont rapidement développé les prêts extérieurs, surtout pour financer les investissements directs à l'étranger des entreprises chinoises.

Stabilisation à venir

Il ne faut pas regretter le réajustement des activités bancaires transfrontalières. Pour juger de la bonne santé de la mondialisation financière, mieux vaut ne pas se référer à l'effervescence des flux mondiaux de capitaux observée dans les années qui ont précédé la crise. Malgré l'absence de consensus sur le niveau optimal des flux de capitaux, rien n'indique clairement que les mouvements de capitaux à destination des pays en développement ou avancés soient en train de se tarir.

Plutôt qu'une démondialisation financière, les évolutions récentes semblent présager l'émergence d'une version plus stable et plus résiliente de la mondialisation. Les marchés financiers du monde entier demeurent étroitement interconnectés. Bien que les flux annuels de capitaux frais aient sensiblement diminué, l'encours mondial des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille en actions et en obligations augmente depuis la crise, même si le rythme est plus lent que dans les années qui l'ont précédée (graphique 3). À l'échelle mondiale, 27 % des actions sont détenues par des investisseurs étrangers en 2016, contre 17 % en 2000. Sur les marchés obligataires, 31 % des titres étaient aux mains d'investisseurs étrangers en 2016, contre 18 % en 2000. Les prêts

et autres investissements sont les seules composantes de l'encours d'avoirs et d'engagements d'investissement étranger qui aient reculé depuis la crise.

À l'avenir, la mondialisation financière pourrait être plus stable, au moins à moyen terme, et ce pour trois raisons.

Premièrement, *la composition des mouvements de capitaux transfrontaliers s'est substantiellement modifiée et d'une manière qui devrait favoriser la stabilité.* Depuis la crise, l'investissement direct étranger (IDE) représente 54 % des flux transfrontaliers, contre 26 % avant 2007. Compte tenu de l'évolution des exigences réglementaires et du contrôle exercé par les actionnaires, il est peu probable que le volume des prêts transfrontaliers revienne prochainement au niveau d'avant la crise. Le basculement vers les IDE favorisera la stabilité des flux financiers internationaux. Comme ces investissements obéissent à des stratégies à long terme des entreprises pour asseoir leur présence mondiale, ils constituent de loin les flux les moins volatils. Les investissements de portefeuille en actions et obligations sont également moins instables que les prêts transfrontaliers et représentent plus de 40 % de tous les mouvements de capitaux depuis la crise. Les prêts, en particulier à court terme, représentent de loin le type de flux le plus volatil. Il faudrait donc se féliciter de son recul.

Le deuxième atout potentiel de stabilité dans la mondialisation financière est la progression régulière des envois de fonds des migrants dans leurs pays d'origine. Ces flux sont encore plus stables que l'IDE et ils sont en hausse, car les migrations augmentent à l'échelle mondiale. Les envois de fonds ne figurent pas comme flux de capitaux dans les balances des paiements et ils étaient traditionnellement assez modestes. Aujourd'hui, ils constituent toutefois une source de financement très appréciable pour les pays en développement. En 2016, les envois de fonds vers ces pays ont avoisiné 480 milliards de dollars, contre tout juste 82 milliards en 2000 et 275 milliards en 2007. Ils représentent à l'heure actuelle 60 % des flux de capitaux privés (IDE, investissements de portefeuille en actions et en obligations, prêts transfrontaliers) et l'équivalent de trois fois l'aide publique au développement. Les envois de fonds devraient continuer de progresser, car la montée des migrations mondiales se poursuit et les technologies telles que les chaînes de blocs et les paiements mobiles facilitent ces envois et en réduisent le coût.

Un troisième facteur possible de stabilité accrue est le reflux de l'excès d'épargne mondiale constatée avant la crise. Les déséquilibres mondiaux des comptes financiers et de capitaux sont passés de 2,5 % du PIB mondial en 2007 à 1,7 % en 2016, ce qui réduit le risque de voir une correction soudaine de ces déséquilibres provoquer dans certains pays une instabilité des taux de change et des crises de balance des paiements. En outre, les déficits et



les excédents se répartissent aujourd'hui entre un plus grand nombre de pays et les déséquilibres importants constatés en Chine et aux États-Unis se résorbent. Certains économistes posent la question de savoir si ce tassement des déséquilibres mondiaux a des chances de perdurer.

Restons vigilants

La partie n'est pas gagnée pour autant. En données brutes, les flux de capitaux demeurent volatils et peuvent provoquer de fortes variations des taux de change pour les pays en développement. Dans un système financier mondial étroitement interconnecté, le risque de crises et de contagion est inévitable. Quant au problème des bulles et des krachs, il est aussi ancien que les marchés eux-mêmes.

S'il est une leçon que nous avons apprise, c'est que la stabilité est un objectif difficile à atteindre, mais aussi à préserver. Alors que nous commençons tout juste à identifier de nouveaux modes d'intégration financière mondiale après les bouleversements violents des dix dernières années, une nouvelle donne, qui changera radicalement les règles du jeu, apparaît sous la forme de la finance numérique. Le recours de plus en plus fréquent aux nouvelles technologies financières comme les plateformes numériques, les chaînes de blocs ou l'apprentissage automatique élargira probablement le cercle des acteurs de la finance internationale et accélérera les flux de capitaux. D'innombrables débouchés s'offriront, mais ils iront de pair avec une concurrence intense. Nul ne connaît encore les nouveaux risques que pourraient engendrer des flux de capitaux encore plus rapides à l'échelle planétaire, mais il sera crucial d'être vigilants et attentifs afin d'identifier la prochaine menace pour la stabilité. **FD**

SUSAN LUND est associée du McKinsey Global Institute, à Washington et **PHILIPP HÄRLE** est associé principal de McKinsey & Company et directeur des activités de banque globale, à Munich.

Cet article s'inspire de «The New Dynamics of Financial Globalization», publié par le McKinsey Global Institute en août 2017.

LE THERMOMÈTRE GRIMPE

Le changement climatique touche principalement les pays pauvres, qui sont le moins équipés pour y faire face

LA TEMPÉRATURE de la surface terrestre augmente et aucun pays ne sera épargné. Nombreux sont ceux qui en subiront les conséquences directes, telles que des catastrophes naturelles plus fréquentes (et plus dévastatrices), la montée du niveau de la mer et la perte de biodiversité. Mais les pays à faible revenu seront le plus durement touchés par cette menace planétaire, alors qu'ils n'ont guère contribué au problème. Et dans ces pays, les pauvres paieront probablement le plus lourd tribut.

Les politiques nationales peuvent atténuer en partie l'impact des chocs climatiques. Des stratégies favorisant l'adaptation, telles que la construction d'infrastructures résilientes, l'adoption de technologies adéquates, et des mécanismes de transfert et de répartition des risques par le biais des marchés financiers, permettraient de réduire les conséquences économiques des chocs et du changement climatiques.

Mais ces politiques sont difficiles à mettre en œuvre dans les pays à faible revenu, qui ont déjà de vastes besoins budgétaires et n'ont que peu de moyens pour combattre le changement climatique. En outre, les politiques nationales ne suffiront pas à préserver les pays à faible revenu

des retombées négatives : le changement climatique est un problème mondial qui nécessite une action collective.

L'atténuation des effets du changement climatique nécessiterait de transformer radicalement le système énergétique mondial, notamment par l'emploi d'instruments budgétaires tenant mieux compte des coûts environnementaux dans les prix de l'énergie et favorisant les technologies propres. L'adaptation aux conséquences du changement climatique requiert des investissements majeurs pour renforcer les infrastructures, les zones côtières, la distribution d'eau et la protection contre les inondations.

La communauté internationale aura un rôle de premier plan à jouer pour rassembler et coordonner le soutien, financier ou autre, aux pays à faible revenu concernés. Les pays plus riches ont contribué le plus au changement climatique avéré et projeté. Aider les pays pauvres à y faire face est donc un impératif humanitaire et économique pour le monde. **FD**

Préparé par **MARIA JOVANOVIĆ**. Le texte et les graphiques se fondent sur le chapitre 3 des Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2017, publiées par le FMI.

Quelles sont les conséquences économiques?

1

Les températures mondiales ont augmenté d'environ 1°C

par rapport à la moyenne de 1880–1910, la hausse se manifestant à partir des années 70, après une forte croissance des émissions de CO₂.



2

Les scientifiques s'accordent à dire que sans mesure de lutte contre le changement climatique, **les températures moyennes pourraient augmenter de 4°C, voire plus, d'ici la fin du siècle.**

3

L'élévation des températures réduit fortement la croissance économique dans les pays plus chauds :

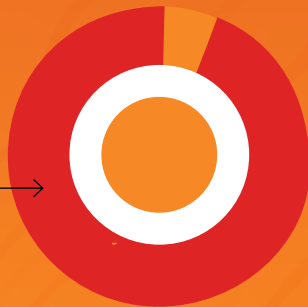
la production par habitant culmine à environ 13°C

et décline fortement aux températures supérieures.

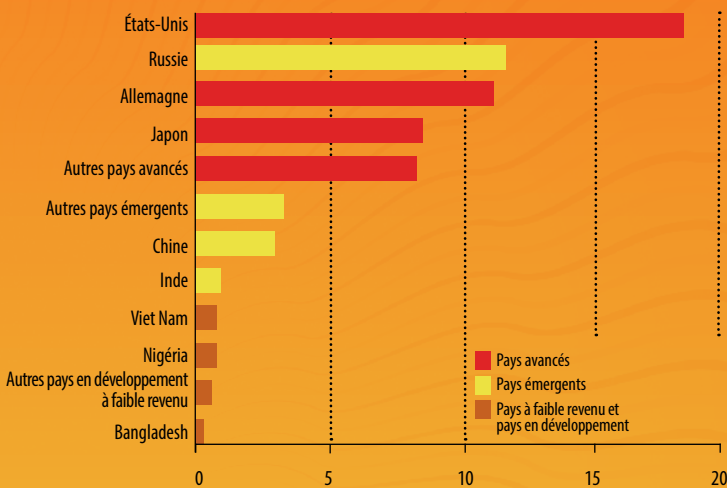


Qui contribue?

Le réchauffement du siècle dernier est dû en partie à des facteurs naturels, mais selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, **la hausse des températures depuis 1950 est principalement le fait de l'activité humaine.**



Émissions de CO₂ moyennes par habitant, 1970–2014 (tonnes)



ART : ISTOCK / KRYANKOVIGMAIL.COM, IVALIREN, JABKITTICHA, GDH DESIGN, SHOWVECTORSTUDIO

Que peuvent faire les pays pauvres?

Face aux effets du changement climatique, les pays doivent prendre des mesures **d'atténuation** (pour s'attaquer à la source du problème) et **d'adaptation** (pour réduire les risques liés à ses conséquences).



Atténuation

- Répercuter les coûts environnementaux sur les prix de l'énergie, par exemple :
 - en imposant une taxe sur les émissions;
 - en éliminant les subventions à l'énergie.
- Promouvoir des technologies plus propres

Adaptation

- Renforcer le système de distribution d'eau
- Améliorer la protection contre les inondations
- Renforcer les zones côtières
- Améliorer les infrastructures

4

En l'absence de toute mesure d'atténuation, le PIB par habitant d'un pays à faible revenu serait en moyenne **inférieur de 9 % en 2100.**

5

La hausse des températures entraîne une baisse de la production par habitant dans les pays plus chauds, or la plupart des pays à faible revenu sont situés dans les régions les plus chaudes de la planète. Les répercussions négatives se manifestent de diverses manières : **diminution de la production agricole, baisse de la productivité de la main-d'œuvre** dans les secteurs exposés aux aléas climatiques, réduction des investissements et dégradation de la santé publique. Les populations pourraient réagir à l'évolution des conditions climatiques en **migrant**.



Baisse de la production agricole



Moindre productivité de la main-d'œuvre



Repli des investissements



Dégradation de la santé publique



Migration

Atteindre les pauvres

Le bilan de la lutte contre la pauvreté en Afrique donne à réfléchir et montre combien il est difficile de la cibler efficacement

Caitlin Brown, Martin Ravallion et Dominique van de Walle

On entend souvent dire que globalement l'écart de pauvreté au niveau mondial — à savoir le montant total qui sépare les revenus des pauvres du seuil de pauvreté — est modeste si l'on raisonne à partir des seuils couramment établis dans les pays à faible revenu. Annie Lowrey écrivait, par exemple, dans le magazine du *New York Times* en date du 23 février 2017 que «d'après des estimations récentes, l'écart de pauvreté ... correspondrait à peu près à ce que les Américains dépensent chaque année en loterie, ce qui équivaut à peu près à la moitié de ce que le monde consacre à l'aide extérieure».

Certains en concluent qu'il suffirait de peu de chose pour éradiquer la misère dans le monde — et hisser tous les déshérités du monde au seuil de pauvreté international qui sépare les pauvres des non-pauvres.

Mais il est beaucoup plus difficile d'éradiquer la pauvreté que ne le suggère l'écart en question, et en particulier de déterminer qui est pauvre et à quel point. Les estimations citées dans le *New York Times* pourraient donc être très loin de la réalité. Certains des plus déshérités ne reçoivent pas un sou, tandis que l'aide tombe en d'autres mains. Les données sur les niveaux de vie étant imparfaites, les montants nécessaires pour éradiquer la pauvreté risquent de s'alourdir rapidement.

Nous avons cherché à savoir si les données dont disposent généralement les décideurs en Afrique subsaharienne — la

région la plus pauvre du monde d'après la plupart des indices — sont fiables pour déterminer qui est pauvre.

Comment identifier les ménages pauvres

Il est souvent compliqué de définir les ménages pauvres à cause du manque de données fiables. Il est difficile, voire impossible, dans bien des cas de jauger le niveau de vie de tous les individus. Dans les pays à revenu plus élevé, les registres de l'impôt sur le revenu facilitent la tâche. Mais cela n'est pas viable dans nombre de pays en développement, car beaucoup de ménages travaillent dans le secteur informel ou l'agriculture traditionnelle. Les pouvoirs publics se heurtent souvent à des contraintes administratives qui ne permettent pas une évaluation fiable de l'ensemble des revenus, et cela peut être un problème majeur dans les pays pauvres. De plus, les données relatives aux ménages ne sont pas forcément un bon indicateur du niveau de vie des personnes qui les composent.

Face à ce problème, les pays ont le plus souvent adopté des formules d'approximation des ressources pour recenser les ménages pauvres. Le principe est simple : chaque ménage est noté en fonction d'un ensemble (généralement restreint) de caractéristiques faciles à observer et qui permettent de déterminer si le ménage est pauvre, par exemple le nombre de ses membres, son chef (homme ou femme), sa composition démographique, le type d'habitation, les matériaux de construction et les possessions dont il dispose



(par exemple une radio ou un téléphone). Chacun des éléments est pondéré en fonction de sa relation statistique avec la consommation du ménage sur la base d'enquêtes nationales par échantillonnage représentatif.

L'efficacité de ces formules d'approximation (c'est-à-dire leur capacité de substitution aux données directes de revenu et de consommation) a donné lieu à beaucoup de controverses parmi les chercheurs et les praticiens. Les tenants de cette méthode la considèrent fiable, mais ses détracteurs jugent qu'elle produit des prédictions insatisfaisantes pour déterminer qui est pauvre. On lui reproche de manquer de transparence et de provoquer des divisions au sein des collectivités, des ménages comparables étant traités de façon très différente en raison d'un score opaque fondé sur des approximations.

Cette méthode est très répandue, et nous en avons analysé l'application dans un certain nombre de pays africains. Nos résultats font ressortir ses points forts et ses faiblesses. La formule d'approximation a cela de positif qu'elle permet de réduire sensiblement le nombre de ménages non pauvres dans les programmes d'aide; dans la plupart des cas, il est possible de réduire de moitié au moins le taux

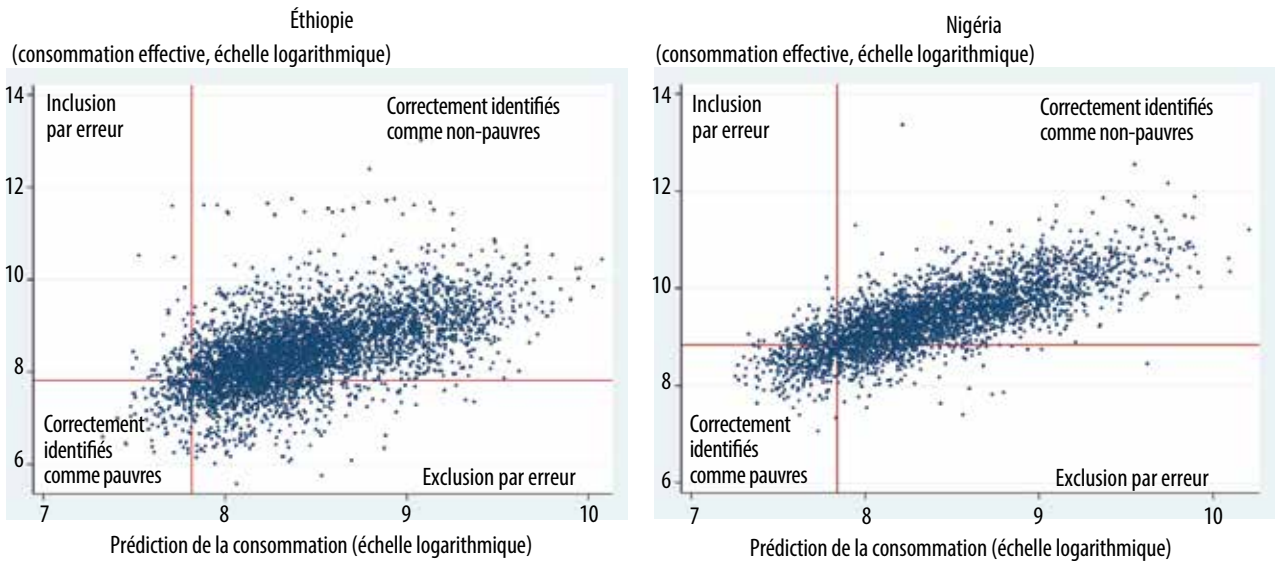
d'admissions erronées. En revanche, elle rejette un grand nombre de ménages pauvres; or, lorsque le but est de réduire la pauvreté, les dirigeants doivent s'en inquiéter.

Ce taux élevé de rejets erronés s'explique notamment par le fait que la méthode est moins performante aux extrémités de la courbe de distribution de la consommation des ménages. Ses propriétés statistiques amènent souvent à surestimer le niveau de vie des plus pauvres (et à sous-estimer celui des plus fortunés). Si l'on compare la consommation effective des ménages aux valeurs que prédit la formule d'approximation, on comprend bien l'importance de cette surestimation. Pour les 20 % des ménages les plus démunis, la formule donne des valeurs supérieures de 50 à 100 % à la consommation effective. Cela signifie que cette méthode fait abstraction d'un grand nombre des ménages les plus pauvres dans presque tous les pays : en moyenne, elle rejette 80 % des ménages pauvres et accepte au contraire comme pauvres 40 % des ménages qui ne le sont pas.

Dans deux des pays étudiés, l'Éthiopie et le Nigéria, le graphique montre la relation entre la consommation effective et la notation obtenue par une méthode standard

Mauvais prédicteurs

En Éthiopie comme au Nigéria, les formules d'approximation des ressources réussissent mieux à identifier les ménages non pauvres à exclure des programmes de lutte contre la pauvreté qu'à identifier les ménages pauvres qui en ont besoin. Des écarts d'appréciation similaires se produisent dans la plupart des pays à faible revenu.



Source : Brown, Caitlin, Martin Ravallion et Dominique van de Walle, 2016. «A Poor Means Test? Econometric Targeting In Africa», NBER Working Paper 22919.

Note : Les lignes rouges représentent le seuil de pauvreté qui sépare les 20 % de ménages dont la consommation est la plus basse (pauvres) de ceux qui sont considérés comme non pauvres. L'inclusion par erreur (quart supérieur gauche) se produit lorsqu'un ménage non pauvre est identifié comme pauvre, et l'exclusion par erreur (quart inférieur droit) se produit lorsqu'un ménage pauvre est identifié comme non pauvre. Les formules d'approximation des revenus utilisent des caractéristiques des ménages au lieu de données sur les revenus et la consommation pour déterminer si les ménages peuvent être considérés comme pauvres. Les statistiques de consommation sont converties en base logarithmique pour améliorer la représentation.

d'approximation. Dans les deux cas, il y a une forte corrélation positive entre la consommation effective et la notation obtenue par la méthode indirecte; la plupart des ménages non considérés comme pauvres sur la base du score sont classés convenablement. Mais il y a un taux important de rejets erronés, frappant dans le cas de l'Éthiopie, où 95 % des ménages pauvres sont classés comme non pauvres (contre 55 % au Nigéria). Dans les deux pays, et en fait dans tous ceux que nous avons étudiés, les variables de substitution utilisées n'aident manifestement pas à identifier les ménages pauvres.

À budget fixe, nous constatons qu'une formule courante d'approximation ne réduit en moyenne la pauvreté qu'un peu plus qu'une formule de revenu de base universel, dont tous les ménages bénéficient du même transfert, qu'ils soient riches, pauvres ou aient un revenu moyen. Il est possible de faire globalement aussi bien qu'avec une méthode d'approximation en réalisant des transferts uniformes à partir de quelques caractéristiques des ménages, selon que le chef de famille est un homme ou une femme ou qu'ils comprennent des enfants en bas âge. En fait, compte tenu des délais souvent longs nécessaires pour mettre en application une méthode d'approximation et de l'évolution de la situation des ménages, ces méthodes de ciblage simplifiées réussissent mieux en moyenne à faire baisser le taux de pauvreté. Lorsque les coûts d'élaboration et de mise en application de la méthode d'approximation sont pris en considération, ces formules de ciblage plus simples peuvent être préférables pour réduire la pauvreté pour un budget donné.

Comment identifier les personnes pauvres?

Même si les ménages pauvres pouvaient être correctement ciblés, il n'est pas certain que l'on arriverait à repérer les individus pauvres. La pauvreté est un dénuement individuel, mais elle est presque invariablement mesurée à l'aune de statistiques concernant les ménages. Généralement, on suppose que chaque membre d'un ménage pauvre l'est également et que chaque membre d'un ménage non pauvre ne l'est pas non plus.

Mais il se peut que les statistiques des ménages généralement utilisées ne suffisent pas pour détecter les individus désavantagés qui participent relativement peu à la consommation globale du ménage ou ont du mal à se prévaloir d'opportunités extérieures au ménage (dont soins de santé, éducation, services financiers). Le manque de données sur la pauvreté des individus est un écueil pour qui cherche à savoir si les programmes de lutte contre la pauvreté ciblant les ménages démunis touchent les individus pauvres. Il n'est pas facile de calculer la consommation individuelle, ni de déterminer comment le revenu individuel est partagé avec le reste du ménage. Il se peut, par exemple, que, lorsqu'une personne travaille, son revenu soit partagé équitablement entre tous les membres du ménage ou qu'un d'eux en prélève une part disproportionnée. Les personnes âgées ou les orphelins peuvent être lésés. On peut donc trouver des personnes non pauvres dans un ménage pauvre et des personnes pauvres dans un ménage qui ne l'est pas.

On peut donc trouver des personnes non pauvres dans un ménage pauvre et des personnes pauvres dans un ménage qui ne l'est pas.

L'état nutritionnel est une des dimensions du bien-être individuel qui peut renseigner sur la pauvreté et que l'on trouve dans de nombreuses enquêtes. Nous avons entrepris une vaste étude du rapport entre la richesse des ménages (mesurée soit par un indice de patrimoine ou par la consommation par personne d'un ménage) et l'état nutritionnel dans 30 pays d'Afrique subsaharienne à partir des enquêtes démographiques et de santé.

Nous relevons une corrélation plutôt robuste entre richesse et indicateurs de sous-nutrition des femmes et des enfants : l'incidence de la sous-nutrition tend à diminuer à mesure que la richesse du ménage augmente. Cependant, près de trois quarts des femmes en sous-poids et des enfants sous-nutris ne se trouvent pas dans les 20 % de ménages les plus pauvres, et la moitié environ ne se trouvent pas dans les 40 % les plus pauvres. De plus, les pays où l'incidence globale de la malnutrition est plus élevée sont en général ceux où une part plus importante de personnes sous-nutries font partie de familles non pauvres.

Ces résultats peuvent s'expliquer de diverses manières. Le déséquilibre démographique entre ménages pauvres et non pauvres (par exemple, les premiers ont plus d'enfants que les seconds) n'est pas en fait pas un facteur décisif. Il y a clairement des erreurs de calcul, mais nos tests ne donnent pas à penser que c'est la cause principale des résultats que nous obtenons.

L'inégalité au sein du ménage aide à expliquer pourquoi une si forte proportion de femmes et d'enfants sous-nutris appartiennent à des ménages non pauvres. Nous notons qu'une part non négligeable de ces femmes et enfants vivent dans des ménages où le chef de famille masculin n'est pas en sous-poids (encore que, parfois, le chef de famille masculin soit en sous-poids et d'autres membres de la famille ne le soient pas).

Cependant, l'inégalité au sein du ménage n'explique pas tout. Cela apparaît lorsque nous refaisons les calculs en supposant qu'il n'y a pas d'inégalité au sein du ménage (en attribuant à tous les membres de la famille le même indice d'état nutritionnel). Même alors, nous constatons qu'une part non négligeable de femmes et enfants sous-nutris ne vivent pas dans des ménages pauvres identifiés comme tels d'après les données d'enquêtes. Cela semble dû au fait que les ménages pauvres et non pauvres vivant dans des zones désavantagées partagent souvent le même environnement

sanitaire et sont donc exposés aux mêmes risques sanitaires. Nous avons trouvé des indices concordants avec cette explication en étudiant les statistiques d'incidence de morbidité chez les enfants sur l'ensemble de l'échelle de distribution des revenus des ménages.

Pas de solution aisée

L'information n'est bien sûr pas le seul facteur qui influe sur la lutte contre la pauvreté. Les contraintes budgétaires (également fonction des capacités de mobilisation des recettes), les effets d'incitation (lorsque les non-pauvres changent de comportement pour bénéficier de prestations destinées aux pauvres) et l'économie politique (lorsque certaines personnes non pauvres n'appuient pas les efforts de lutte contre la pauvreté) peuvent aussi entrer en ligne de compte. Mais l'information est indéniablement une contrainte importante. Les décideurs doivent prendre de manière réaliste la mesure de ce qu'il est possible d'accomplir, compte tenu de la fiabilité des données disponibles.

Nos résultats font apparaître que les sources de données standard sur la pauvreté ne permettent guère d'identifier les ménages ou les individus pauvres. Pour arriver jusqu'aux femmes et enfants sous-nutris, les pouvoirs publics auront besoin soit d'informations beaucoup plus individualisées, soit d'un ensemble plus vaste d'initiatives visant plus précisément les ménages pauvres. Cela vaut tout particulièrement pour les pays où la sous-nutrition a une forte incidence.

Il est certes possible d'utiliser des données et des méthodes plus exactes. Mais il est illusoire de penser que l'on peut aisément éradiquer la pauvreté à l'aide de transferts ciblés avec précision, avant même d'entrer dans le débat des effets pervers (potentiellement graves) que ce genre d'initiative pourrait engendrer. **FD**

CAITLIN BROWN doctorante à l'université de Georgetown, où **MARTIN RAVALLION** détient la chaire d'économie Edmond D. Villani. **DOMINIQUE VAN DE WALLE** est économiste principale au Groupe d'étude du développement de la Banque mondiale.

Cet article s'inspire du document de travail de 2016 pour le National Bureau of Economic Research : «A Poor Means Test? Econometric Targeting In Africa» et d'un document de travail de 2017 de la série World Bank Policy Research : «Are Poor Individuals Mainly Found in Poor Households? Evidence Using Nutrition Data for Africa», rédigés tous deux par les auteurs.

Bibliothèque en ligne du FMI

Pour un aperçu gratuit de publications du FMI sur l'économie mondiale, les inégalités et la croissance, l'Asie, et l'énergie et les ressources naturelles, rendez-vous sur elibrary.imf.org/fd127a



Aperçu gratuit

F O N D S M O N É T A I R E I N T E R N A T I O N A L



Vous aimez ce que vous lisez?

Alors, aimez-nous sur Facebook!

www.facebook.com/financeanddevelopment



Statement of Ownership, Management, and Circulation required by 39 USC 3685

1. Title: *Finance & Development*. 2. Publication No. 123–250. 3. Date of filing: October 24, 2016. 4. Frequency: Quarterly. 5. Number of issues published annually: four. 6. Annual subscription price: \$27. 7/8. Complete mailing address of known office of publication/publisher: *Finance & Development*, International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 9. Full names and complete mailing address of publisher, editor, and managing editor: Jeffrey Hayden, Camilla Lund

Andersen, Marina Primorac, International Monetary Fund, Washington, DC 20431. 10. Owner: International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 11. Known bondholders, mortgagees, and other security holders owning or holding 1 percent or more of the total amount of bonds, mortgages, or other securities: None. 12. Tax status: has not changed during preceding 12 months. 13. Publication title: *Finance & Development*. 14. Issue date for circulation data below: September 2016.

15. Extent and nature of circulation	Average no. of copies each issue in preceding 12 months	Actual no. of copies of single issue published nearest to filing date (September 2016)
A. Total number of copies	16,770	17,000
B. Paid distribution through the USPS	171	99
C. Total paid distribution	177	105
D. (4) Free or nominal rate distribution outside the mail	12,349	12,286
E. Total free or nominal rate distribution	14,432	14,308
F. Total distribution	14,609	14,413
G. Copies not distributed	2,161	2,587
H. Total	16,770	17,000
I. Percent paid and/or requested circulation	1.21	0.73

I certify that the statements made by me above are correct and complete.
Jeffrey Hayden, Publisher

Plaidoyer pour le raisonnement économique

AU LENDEMAIN de la crise financière mondiale, de nombreux observateurs — dont la Reine d'Angleterre, demandant pourquoi les économistes n'avaient pas vu venir la crise — ont remis en question l'utilité de l'économie classique. Des économistes hétérodoxes ont même préconisé une remise à plat. Dans un ouvrage dense mais accessible intitulé *Économie du bien commun*, l'économiste français Jean Tirole démontre quant à lui l'utilité sociale d'une réflexion économique rigoureuse.

Ce livre voit grand, et c'est ce qui fait sa force. Il aborde avec clarté et simplicité de nombreux sujets complexes dans divers domaines de l'économie, tels que le changement climatique, le droit du travail, la crise financière mondiale, la crise de l'euro, ou encore l'économie des petits boulots. De nombreux exemples, souvent pris en France, illustrent clairement les propos, et chaque chapitre peut être lu séparément.

Je recommande en particulier les chapitres sur la numérisation et sur l'avenir du travail, qui proposent des réponses aux défis qui nous attendent.

Le chapitre sur l'innovation aborde plusieurs questions intéressantes. Comment réglementer les droits de propriété des données afin d'éviter

Jean Tirole plaide pour des politiques qui améliorent le bien-être et la réglementation en s'appuyant sur un raisonnement économique rigoureux.

aux nouvelles entreprises des entraves à l'accès aux marchés? Quelles sont les conséquences de l'intelligence artificielle et des technologies d'apprentissage automatique qui permettent à des plateformes de découper la production en tâches simples et d'appliquer une tarification différente lorsque la demande augmente? Dans quelle mesure le glissement vers une économie dominée par un petit groupe d'entreprises géantes affecte-t-il le système de taxation optimale,



Jean Tirole
Économie du bien commun
Presses Universitaires de France,
Paris, France, 2016
640 pages, 18 euros

dans un monde dématérialisé où l'arbitrage fiscal international est de plus en plus aisé? M. Tirole ne se contente pas d'examiner les gains en efficacité des nouvelles technologies, il aborde leurs conséquences pour les inégalités de revenu et de richesse.

Le livre propose d'abandonner l'opposition classique entre État et marchés ou gauche et droite, lui préférant une pensée qui en fait la synthèse. Le rôle de l'État n'est pas de produire en se substituant aux marchés, mais de les accompagner en les réglementant à partir de principes communs. Plutôt que de simplement prôner la concurrence, M. Tirole plaide pour des politiques qui améliorent le bien-être et la réglementation en s'appuyant sur un raisonnement économique rigoureux.

Fait intéressant, M. Tirole présente de nombreux exemples où l'intuition économique est trompeuse. Bien souvent, l'intuition s'arrête aux effets directs et ignore ceux qui sont indirects, mais tout aussi importants. Par exemple, des normes environnementales strictes dans un pays peuvent réduire la consommation de pétrole et, partant, la pollution — c'est l'effet direct — tout en réduisant la demande de pétrole, et donc son prix. Mais cette baisse des prix pétroliers en fait une source d'énergie plus attrayante pour le reste du monde, ce qui risque d'accroître la pollution : c'est l'effet indirect.

Le livre s'appuie sur l'économie classique, mais va plus loin pour expliquer à M. Tout-le-Monde le travail d'un chercheur. Les lecteurs ont beaucoup à apprendre de cet excellent ouvrage, qui déborde d'observations judicieuses sur un large éventail de questions. **FD**

MARKUS BRUNNERMEIER, professeur d'économie, titulaire de la chaire Edwards S. Sanford, université de Princeton

Une course perpétuelle

LE STATUT des monnaies de référence — les devises utilisées pour le commerce international, l'émission d'obligations et les réserves officielles — est plus disputé et variable qu'on le pense, comme l'expliquent Barry Eichengreen, Arnaud Mehl et Livia Chitu dans un ouvrage agréable et actuel. Les auteurs développent de précédents travaux de Barry Eichengreen et de Marc Flandreau qui montraient que le dollar s'était hissé au niveau de la livre sterling dans les années 20, avant de reperdre du terrain dans les années 30.

Le livre s'ouvre sur une chronologie des réserves de change au cours du XIX^e siècle, avant de décrire la création de la Réserve fédérale américaine (la «Fed») et la rivalité livre/dollar de l'entre-deux-guerres. Il analyse ensuite les grands rôles des principales devises : le financement du commerce extérieur, la monnaie d'émission d'obligations pendant l'entre-deux-guerres, puis la constitution de réserves de change après la Seconde Guerre mondiale.

sont déterminantes. À la faveur d'achats massifs, la Fed a encouragé l'utilisation de reconnaissances de dette libellées en dollars pour financer les exportations et importations américaines, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des titres libellés en livres sterling. Ils devraient toutefois noter que la loi de 1913 sur la Réserve fédérale exonérait ces reconnaissances de dette des coûteuses exigences de couverture qui représentaient, dans la pratique, une taxe de 0,5 %. Les eurodollars — des dépôts en dollars dans des banques en dehors des États-Unis échappant aux exigences de la Fed — ont bénéficié d'un avantage comparatif semblable dans les années 50.

Pour analyser les choix de devises des réserves de change, les auteurs soulèvent une question méthodologique : comment mesurer le domaine d'une monnaie? Où se manifestent les effets de réseau? Les auteurs ont arrêté leur choix sur la taille de l'économie nationale des monnaies observées.

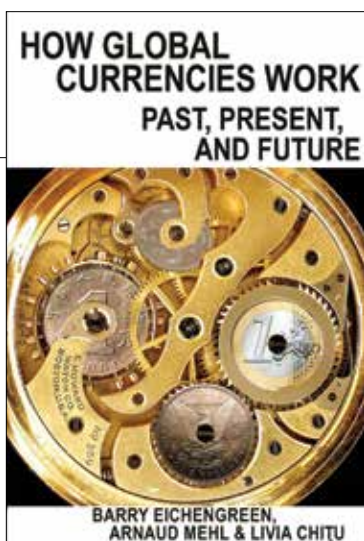
Ce choix ne colle pas avec le récit que les auteurs font de la rivalité livre/dollar de l'entre-deux-guerres. Dans les années 30, si la livre sterling a supplanté le dollar, ce n'est pas parce que l'économie britannique a dépassé l'économie américaine, mais plutôt parce que des pays comme le Japon sont passés à la livre pour leurs réserves de change après avoir rejoint la zone sterling, un groupe de pays qui assuraient la stabilité de leurs monnaies par rapport à la livre sterling plutôt qu'au dollar.

C'est donc la zone dollar, plutôt que l'économie américaine, qui définit le réseau du dollar. Cette zone comporte l'économie américaine, des pays dont la monnaie est liée au dollar, tels que la RAS de Hong Kong, et la plupart des pays dont la monnaie fluctue moins par rapport au dollar qu'à l'euro. La zone dollar couvre environ la moitié de l'économie mondiale, d'après le *Rapport annuel* 2015 de la Banque des règlements internationaux. Considérer que l'économie américaine constitue le domaine du dollar reviendrait à prendre la population des États-Unis pour la totalité des anglophones du monde.

Une zone renminbi est-elle en train de se former avec les monnaies asiatiques qui fluctuent en fonction du renminbi? La monnaie de référence dominante pourrait-elle changer aussi vite aujourd'hui que dans les années 20 et 30? Le livre ne répond pas directement à ces questions, mais l'idée que les politiques menées par tel ou tel pays peuvent parvenir à détrôner une monnaie de référence donne matière à penser aux lecteurs. **FD**

ROBERT MCCAULEY, conseiller principal, Banque des règlements internationaux

Les opinions sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de la Banque des règlements internationaux.



Barry Eichengreen,
Arnaud Mehl et Livia Chitu
**How Global Currencies
Work: Past, Present,
and Future**
Princeton University Press,
Princeton, NJ, 2017,
272 pages, 39,50 dollars

Vient ensuite une histoire des monnaies : le déclin de la livre sterling, les hauts et les bas du yen, le rôle de second couteau de l'euro et les perspectives du renminbi.

Les auteurs réfutent la théorie selon laquelle les effets de réseau — l'utilité d'une monnaie augmente avec le nombre de ses utilisateurs, comme pour une langue — et d'inertie — le degré de domination d'une monnaie donnée — mènent à une victoire sans partage. Selon eux, les politiques nationales de développement des marchés

Moins de mondialisation, plus de croissance

STRAIGHT TALK ON TRADE est le nouveau livre de Dani Rodrik sur la mondialisation. Son premier ouvrage sur le sujet — *Has Globalization Gone Too Far?* — avertissait des risques pour la cohésion sociale de l'exclusion de pans entiers de la population en raison du commerce et de la technologie, une thèse qu'il a approfondie en 2011 dans *The Global Paradox*, qui remettait en question l'ordre mondial. Le premier livre avait suscité la controverse il y a vingt ans, de nombreux économistes l'accusant d'attiser le protectionnisme.

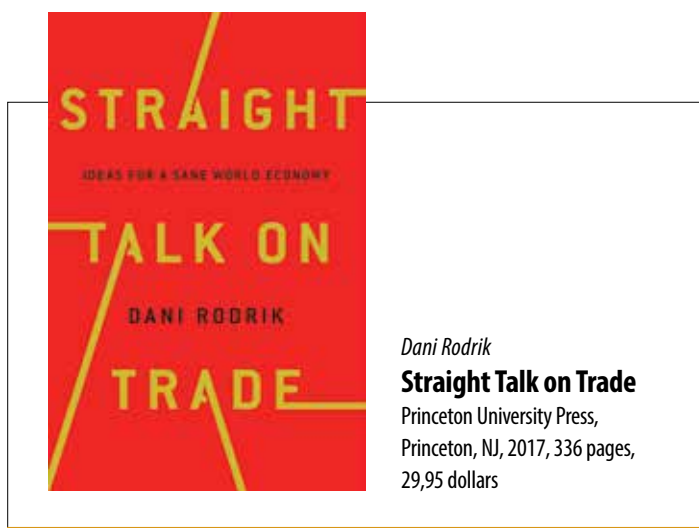
Mais le temps a donné raison à M. Rodrik, en tout cas pour ses prévisions politiques : le retour de manivelle annoncé s'est bien produit. Le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump plantent le décor pour cette suite, puissante et provocatrice, qui se penche sur la survie de la démocratie et de la mondialisation face à la montée des nationalismes.

M. Rodrik souligne l'importance des idées et accuse les économistes d'aller trop loin lorsqu'ils traduisent les modèles économiques en politiques, surtout en matière de commerce. D'après la théorie, le libre-échange nuit aux travailleurs non qualifiés dans les pays avancés, mais les économistes mettent toujours l'accent sur les avantages globaux lorsqu'ils parlent de commerce.

M. Rodrik ne cautionne ni le protectionnisme, ni une intégration économique plus poussée : selon lui, les pays doivent disposer d'une marge de manœuvre pour gérer la mondialisation. Les pays en développement doivent pouvoir appliquer des politiques industrielles, et les pays avancés, pouvoir protéger les travailleurs contre les pratiques commerciales déloyales. Ces objectifs peuvent être conciliés sans renvoyer dos à dos les pauvres du monde entier et les travailleurs peu qualifiés des pays avancés.

La menace de sanctions commerciales est plus efficace pour gérer la mondialisation que la promesse d'accords commerciaux, estime M. Rodrik, et les pays qui protègent les droits des travailleurs doivent avoir le droit de limiter les importations en provenance de ceux qui ne le font pas. La stratégie visant à utiliser les accords commerciaux pour pousser les pays en développement à adopter des normes sociales plus exigeantes est inefficace et donne aux entreprises trop d'influence sur la politique publique et le développement, selon lui.

Si M. Rodrik a raison de dénoncer les tensions du système mondial, il semble excessif d'imputer aux économistes le tollé contre le libre-échange. L'évolution de la technologie, du commerce et de la demande a réduit le besoin de travailleurs



peu qualifiés dans les pays avancés, et la déréglementation a diminué le levier d'influence des travailleurs. Le rejet actuel de la mondialisation s'explique peut-être davantage par la nécessité de trouver un coupable que par le rôle avéré du commerce, ce que M. Rodrik reconnaît. Mais vouloir approfondir l'intégration revient à attiser la colère des travailleurs, au risque de menacer la mondialisation, d'attiser les nationalismes et de mettre la démocratie en péril.

Là où, face au changement, la plupart des économistes prônent la redistribution et l'investissement dans l'éducation, M. Rodrik affirme qu'il est trop tard pour la redistribution et que l'éducation met du temps à porter ses fruits. Il faut plutôt moins de mondialisation et plus de croissance, qu'il propose de favoriser par des politiques industrielles et des investissements publics verts. Son idée la plus originale est la création d'un «fonds d'innovation», un fonds d'investissement public en faveur des nouvelles technologies, dont les bénéfices seraient reversés aux citoyens sous la forme d'un complément de revenu. Cette formule pourrait améliorer la répartition du revenu, mais elle pourrait aussi accélérer les pertes d'emplois dues au progrès technologique. M. Rodrik reconnaît qu'un dispositif institutionnel judiciaire serait nécessaire pour éviter le détournement de la politique industrielle et des investissements publics, mais il n'en précise pas les modalités.

Ce livre ouvre de vastes espaces de réflexion sur l'économie politique, la démocratie et le développement. Le lecteur espérant une étude centrée sur le commerce international risque par contre d'être déçu. Il n'y trouvera aucun inventaire des nombreux bienfaits du commerce ni d'analyse de la longue période de prospérité mondiale, de réduction de la pauvreté et de paix que l'intégration mondiale a rendue possible. **FD**

CAROLINE FREUND, maître de recherches au Peterson Institute for International Economics

Premières impressions

Le nouveau billet à l'effigie de Jane Austen ne fait pas l'unanimité

John Bishop

D'UNE CERTAINE FAÇON, choisir Jane Austen pour le nouveau billet de 10 livres du Royaume-Uni semblait aller de soi. L'auteure britannique de romans tels que *Orgueils et préjugés* ou *Le Cœur et la Raison* reste l'une des personnalités préférées du pays et passionnée dans le monde entier. Bien qu'elle ait disparu il y a plus de deux siècles, ses romans traitaient de questions qui restent d'actualité.

«Jane Austen était une écrivaine talentueuse et respectée, et les gens adorent ses livres», explique à *F&D* Victoria Cleland, Directrice des billets de la Banque d'Angleterre. «Mais son attrait va bien au-delà : elle s'intéressait beaucoup à la place des femmes dans la société, aux questions de pouvoir et d'influence... Elle explorait des questions sociales plutôt délicates à l'époque.»

Le nouveau billet a été présenté à la cathédrale de Winchester, où repose Jane Austen, le 18 juillet 2017, date du 200^e anniversaire de sa mort. En la faisant apparaître sur un billet de banque, la

Banque d'Angleterre lui rend un hommage déjà accordé aux autres grands de la littérature, Charles Dickens et William Shakespeare.

L'accueil n'a cependant pas été unanime. L'émission d'un nouveau billet constitue un exercice périlleux en soi, a fortiori avec un personnage aussi adulé que Jane Austen. Il n'est donc peut-être pas surprenant que, face à l'enthousiasme national suscité par le lancement de ce billet, la critique la plus virulente vienne de ceux qui connaissent le mieux l'œuvre d'Austen.

Hors contexte

Les spécialistes ont relevé plusieurs problèmes, du portrait de Jane Austen sur le billet — trop discrète pour une écrivaine qui maîtrisait si subtilement l'art de la transgression — à l'illustration de Godmersham Park, la résidence de son frère adopté par de riches cousins, qui masque selon certains la précarité de la situation financière et sociale d'Austen, question qui habitait ses romans.

Mais c'est surtout la citation retenue pour le billet qui dérange les experts : «Je déclare qu'après tout, il n'y a pas de plaisir qui vaille la lecture.» Avec ces mots innocents, anodins mêmes, la Banque d'Angleterre a déclenché l'ire des spécialistes et des fans de Jane Austen.

«Citer des mots sortis de la bouche d'un personnage détestable et moqueur d'*Orgueil et préjugés*, voilà qui est plutôt pervers», estime Janet Todd, responsable de l'édition Cambridge de *The Works of Jane Austen*.

Cette citation est extraite d'un monologue de Caroline Bingley, principale rivale d'Elizabeth Bennet, l'héroïne du roman. Fausse et méprisante, Bingley n'a en vérité aucun intérêt pour la lecture. Nombreux sont ceux qui pensent qu'en tirant ces mots de leur contexte, on a trahi Austen.

Les critiques se sont déchaînés sur la citation dans les jours qui ont suivi la présentation du billet. Certains reconnaissent toutefois que citer Jane Austen était un pari impossible. Là où les poètes et les philosophes s'expriment en leur nom, les romanciers, tels des ventriloques, parlent par la voix de leurs personnages, ce qui rend difficile de trouver une citation résumant la vraie pensée d'un auteur — à

L'avis des experts

F&D a demandé aux plus grands spécialistes mondiaux de Jane Austen de choisir une autre citation pour le billet de 10 livres à son effigie. Voici leurs propositions.

«Il est rare, si rare, que la vérité trouve toute sa place entre les humains.» — **Emma**

Sélectionnée par Claudia Johnson, professeure à l'université de Princeton et auteure de *Jane Austen: Women, Politics and the Novel*

«Les hommes, en écrivant l'histoire, ont tous les avantages [...]; la plume est dans leurs mains.» — **Persuasion**

Sélectionnée par Helena Kelly, auteure de *Jane Austen, the Secret Radical*

«Il est bon d'avoir sur le bonheur le plus de prise possible.» — **L'Abbaye de Northanger**

Sélectionnée par Janet Todd, critique, romancière et ancienne présidente du Lucy Cavendish College, Cambridge

«Un grand revenu est la meilleure recette que je connaisse pour le bonheur.» — **Mansfield Park**

Sélectionnée par Claire Harman, auteure de *Jane's Fame: How Jane Austen Conquered the World*

Bank of England



Ten Pounds

I declare after all there is no enjoyment like reading!

plus forte raison lorsque le trait d'esprit, la satire et l'ironie constituent sa marque de fabrique.

«Un billet de banque se caractérise par la confiance : c'est une promesse de paiement», remarque Deidre Shauna Lynch, professeure à Harvard et directrice de l'édition de *Janeites: Austen's Disciples and Devotees*. «Or, Austen usait tellement de l'ironie qu'il est plus difficile de l'associer à un objet symbolisant la confiance.»

«In Jane We Trust»

Le nouveau billet à l'effigie de Jane Austen présente toutefois plusieurs caractéristiques qui en font une réserve de valeur très fiable. M^{me} Cleland le décrit comme le produit de plusieurs années de travail entre la Banque d'Angleterre, les imprimeurs et le monde financier. Le résultat est un billet qui allie harmonieusement l'art et les technologies de pointe.

Le billet de 10 livres «Austen» est le deuxième billet britannique imprimé sur un polymère, ce qui le rend plus durable et plus difficile à contrefaire que son prédécesseur en papier. Le passage au polymère a permis plusieurs innovations technologiques, la plus visible étant une grande fenêtre transparente à l'effigie de la Reine Élisabeth.

M^{me} Cleland souligne plusieurs signes de sécurité qui représentent une percée technologique dans la conception de billets, tels qu'une image de la cathédrale de Winchester qui apparaît dorée sur la face du billet et argentée au dos.

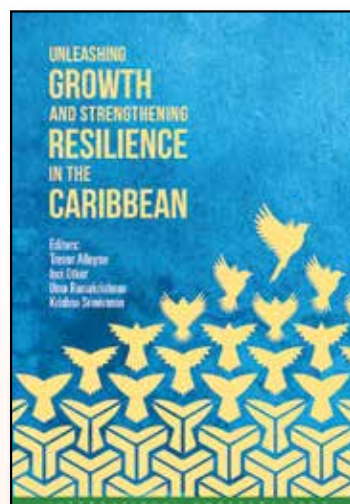
L'application d'une pellicule métallique sur ce qui n'est fondamentalement qu'un morceau de plastique constitue un défi en soi. Mais appliquer dos à dos sur chaque face des pellicules comportant des images très différentes — comme pour la couronne sur l'avant du billet et le livre cuivré frappé des lettres «JA» au dos du billet — représente une avancée technologique.

«Ce qui impressionne surtout, c'est cet équilibre parfait entre technologie et esthétique, tout cela sur un minuscule morceau de plastique qui tient dans le portefeuille», résume M^{me} Cleland.

Nous ne saurons jamais ce que Jane Austen aurait pensé du billet qui porte son visage. Mais la romancière, qui écrivait sans détour sur l'argent, la classe et le statut, trouverait probablement ce choix très approprié : 10 livres, c'est ce que lui avait rapporté son premier roman. **FD**

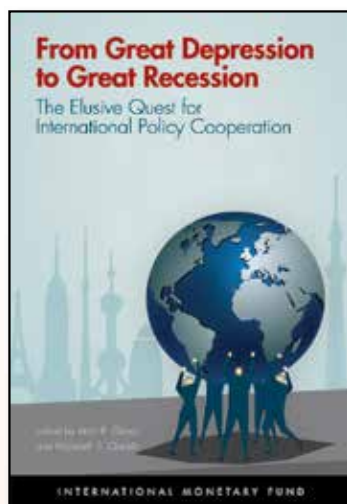
JOHN BISHOP est chargé des affaires institutionnelles au Département du Secrétariat du FMI.

Publications du FMI



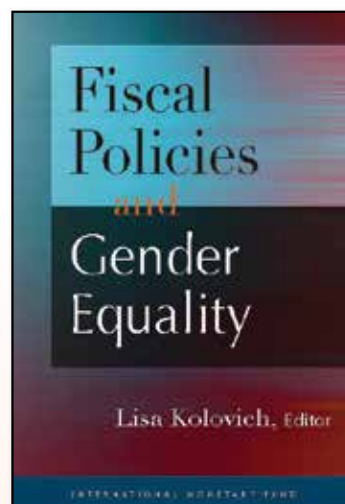
Libérer la croissance et renforcer la résilience dans les Caraïbes

25 dollars. ©2017. Broché.
ISBN 978-1-48431-519-4.
Approx. 400 pages.
En anglais uniquement.



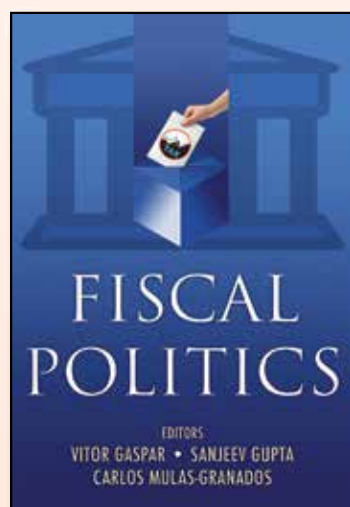
De la Grande Dépression à la Grande Récession : la quête illusoire d'une coopération internationale

27 dollars. ©2017. Broché.
ISBN 978-1-51351-427-7.
256 pages.
En anglais uniquement.



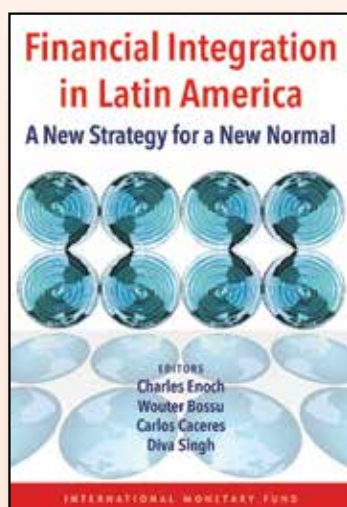
Politiques budgétaires et égalité de genre

25 dollars. ©2018. Broché.
ISBN 978-1-51359-036-3.
En anglais uniquement.



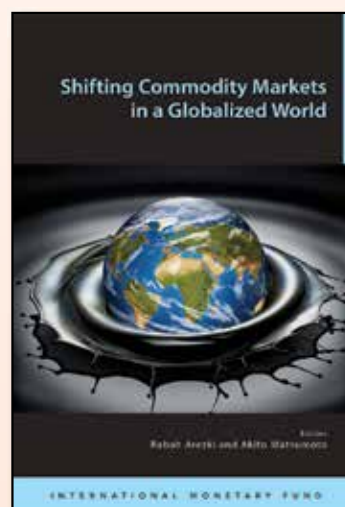
Politiques budgétaires

40 dollars. ©2017. Broché.
ISBN 978-1-47554-790-0.
548 pages.
En anglais uniquement.



Intégration financière en Amérique latine

25 dollars. ©2017. Broché.
ISBN 978-1-51352-024-7.
177 pages.
En anglais uniquement.



Mutation des marchés des matières premières à l'heure de la mondialisation

25 dollars. ©2018. Broché.
ISBN 978-1-48431-032-8.
256 pages.
En anglais uniquement.



bookstore.imf.org

F O N D S M O N É T A I R E I N T E R N A T I O N A L

Finances & Développement, décembre 2017



MF1FA2017004